

CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

**PROJET DE SOCIETE DU MOUVEMENT
POUR LA RENAISSANCE DU
CAMEROUN (MRC)**

« MRC

**UNE VISION, UN ENGAGEMENT :
MODERNISER LE CAMEROUN DANS
UNE REPUBLIQUE NOUVELLE »**

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

SOMMAIRE

I - La question idéologique.....	4
II - La modernisation politique et institutionnelle.....	7
1. Organiser le vivre ensemble.....	7
2. Moderniser les Institutions de la République.....	9
III - La modernisation de l'économie, l'aménagement du territoire et le développement durable : Le Cameroun un havre de paix et de prospérité ...	14
1. Les préalables et les outils.....	14
2 - Une politique de croissance soutenue : « <i>Cameroun, Le Lion économique de l'Afrique</i> » (LEA)	18
3 - Aménagement du territoire : la question oubliée.....	22
4. Environnement et développement économique : promouvoir un développement durable.....	34
IV - La modernisation de l'éducation et du système social, le statut de la femme, la place des jeunes et la question de l'emploi	38
1. Education et recherche : l'option prioritaire pour la formation scientifique et technique et l'innovation.....	38
2. Repenser le système de santé	40
3. Marcher sur ses deux pieds : faire jouer pleinement à la femme son rôle dans notre pays (<i>Women empowerment</i>).....	41
4. La jeunesse, une chance pour le Cameroun.....	42
5. Porter une attention particulière aux personnes vulnérables : personnes vivant avec un handicap, personnes âgées, orphelins sans aucun soutien, enfants abandonnés ou en délicatesse avec la loi.....	44
V - La modernisation de la culture, le tourisme et le développement sportif.....	44
1. Développer le secteur culturel et en faire un instrument de rayonnement	

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

national et de production des richesses.....	44
2. Développer les sports et la pratique sportive pour la santé des populations, le rayonnement et la compétitivité sportive du pays et la création des richesses	45
VI - La modernisation de la politique étrangère et de la diplomatie, place de la diaspora.....	46
1. Politique étrangère de positionnement et diplomatie économique.....	46
2. Faire de la diaspora camerounaise un acteur majeur du développement National.....	47

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

I - La question idéologique

Une des questions majeures pour un parti politique est celle de son positionnement idéologique. Bien qu'elle ne constitue pas une préoccupation essentielle pour la base du parti, il s'agit d'une question cruciale qui est de nature à créer des divisions au sein du parti ou à constituer un obstacle au regroupement et à la fusion des forces politiques tant souhaitée par notre peuple. Il convient de l'aborder sans préjugé aucun, et à la lumière de l'histoire des idées et des réalités du monde d'aujourd'hui.

Il est si commode de nos jours de dire qu'on est de gauche ou de droite. Ces notions ont une signification profonde liée à l'histoire propre des pays où elles ont vu le jour. Elles ne renvoient pas aux réalités historiques et ne revêtent pas le même contenu en France, en Allemagne, en Grande Bretagne, en Russie ou aux Etats Unis, pour ne citer que quelques pays importants ayant une tradition du clivage Gauche-Droite. Quelle tradition devons-nous adopter si tant est qu'il faille s'inscrire dans ces traditions de clivage idéologique ? Et pourquoi devrions-nous revendiquer l'héritage historique et idéologique de tel ou tel peuple alors que nous n'avons pas la même histoire ? La question est du reste plus compliquée dans le cas du Cameroun qui a une double histoire coloniale, britannique et française. Or, ni la droite, ni les gauches britannique et française ne sont le produit d'une même histoire, de même que ces notions n'ont pas exactement le même contenu idéologique.

Du point de vue idéologique précisément, l'opposition droite gauche est née de conceptions politico-philosophiques conflictuelles et extrêmes des rapports sociaux dominées par la lutte des classes. Mais on a noté que la gauche française est restée marquée par ses origines communistes, qu'elle est moins bien préparée à s'adapter dans un monde dominé par le libéralisme économique et marqué en coin par l'échec du communisme, cependant que la gauche Britannique qui a pourtant, elle aussi, une forte tradition de lutte sociale ou la gauche allemande qui ne peut ignorer la pensée marxiste se sont montrées plus aptes à s'adapter dans ce monde là. Les gauches des pays de l'Europe du nord ont pour leur part inventé la social démocratie. Quant aux Etats Unis, la gauche y est représentée par le Parti démocrate qui correspond idéologiquement à ce que l'on appelle en Europe les Centristes et non même pas aux socio-démocrates, la gauche dans sa conception continentale traditionnelle étant représentée par ceux qu'on appelle là-bas les « *Liberals* ».

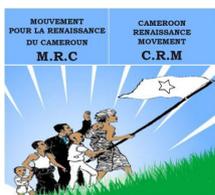
Le MRC ne peut se contenter d'un prêt à penser idéologique. Il ne peut se satisfaire en

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

la matière, comme en bien d'autres, d'un copier coller, d'une simple transposition. Il doit réfléchir, débattre, s'adapter, s'inscrire dans la modernité puisque son ambition est de moderniser le Cameroun.

A cet égard, l'on constate que plus aucun parti dit de droite ne conduit une politique de droite traditionnelle, et plus aucun parti de gauche ne mène une politique de gauche selon l'idéologie de la gauche traditionnelle. La droite se caractérise traditionnellement par certaines valeurs telles que la famille, la patrie, le travail, la responsabilité individuelle. La gauche pour sa part par des valeurs telles que la liberté, l'égalité de chance, la justice, la solidarité, la responsabilité sociétale. Toutes deux sont depuis longtemps attachées à la République et ses valeurs cardinales que sont la liberté, l'égalité devant la loi, la justice, la citoyenneté, la laïcité. En outre, la droite traditionnellement attachée à un libéralisme sans marque par le règne des plus forts s'est désormais ouverte à un capitalisme compassionnel marqué par le souci de l'équité et attentif aux plus faibles. La gauche pour sa part a compris et intègre le fait que le travail est la source de la production des richesses sans lesquelles il ne peut y avoir de solidarité, de partage et donc de politique de justice sociale; elle a compris que le libéralisme libère l'énergie et le génie créateur de l'homme sources principales de création de richesses et d'emplois et principaux leviers de la lutte contre le chômage; que les contraintes de la mondialisation ont brouillé le clivage gauche droite, la gauche se trouvant contrainte et forcée de s'accommoder à l'économie de marché et de gérer les économies nationales sous la contrainte de la finance internationale. Désormais, la gauche fait juste un peu plus de social que la droite. Et à la vérité, il très malaisé de dire dans un pays en développement où presque tout reste à faire en quoi consistent les politiques de gauche et celles de droite.

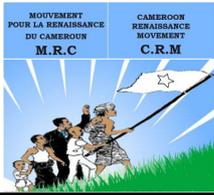
Dans le cas du Cameroun, on peut constater, sans qu'il soit besoin de passer par un sondage ou une enquête d'opinion plus poussée, que la grande majorité de la population est attachée aux valeurs suivantes : la famille, le travail, la propriété, le patriotisme, la justice, l'égalité devant la loi, la solidarité, la tolérance religieuse qui est un autre nom de la laïcité, la liberté politique et d'entreprise, la dignité humaine. On voit bien que les valeurs traditionnelles de droite et de gauche se trouvent ici mêlées. Or, c'est une société basée sur l'ensemble de ces valeurs que le MRC veut bâtir, car il veut construire une société pour les camerounais et non une société basée sur la satisfaction intellectuelle de poursuivre un idéal idéologique. Notre parti veut promouvoir une société où la liberté ouvre grande la voie à l'initiative individuelle et permet de

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

créer des richesses source d'emploi et moyen de lutte efficace et durable contre le chômage, d'une part, et condition de possibilité de la justice et d'une solidarité nationale significative, d'autre part. Il s'agit d'un libéralisme libérateur dont la finalité ultime est l'homme en tant qu'être social. C'est un libéralisme qui appelle tous les citoyens au travail, à travailler dur, pour que l'ensemble de la société se porte mieux. En somme, le MRC est un parti de la synthèse idéologique qui met l'homme au cœur de l'action politique. S'il fallait absolument donner un nom à une telle doctrine, **nous l'appellerions SOCIAL LIBERALISME.**

C'est la condition de la modernisation de notre pays. Cette modernisation passe par les cinq chantiers suivants :

- modernisation politique et institutionnelle ;
- modernisation économique, l'aménagement du territoire national et le développement durable ;
- modernisation de l'éducation et du système social, statut de la femme, place des jeunes et question de l'emploi ;
- modernisation culturelle, tourisme et développement sportif ;
- modernisation de la politique étrangère et de la diplomatie, et place de la diaspora.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

II - La modernisation politique et institutionnelle

Le MRC entend mettre la politique au service d'un Cameroun uni dans sa diversité, réconcilié avec son histoire démocratique, mobilisé comme nation et tendu vers un avenir partagé.

1. Organiser le vivre ensemble

1.1. Organiser le vivre ensemble dans une nation divisée par l'indigence intellectuelle, la cécité politique et l'égoïsme d'une élite qui agite les différences socioculturelles et historiques pour revendiquer une position administrative ou pour exister politiquement. L'ethnie est devenue la référence absolue, l'argument ultime, imparable, incontestable. Quand on prétend parler au nom d'une ethnie, on a tout dit, car nul n'a le droit de contester le quant-à-soi d'une ethnie. Il est bien plus facile de revendiquer une position de pouvoir quelle qu'elle soit au nom d'une ethnie surtout quand on ne peut faire valoir ses mérites personnelles. Des élites s'instituent les dépositaires des suffrages de leur ethnie. Elles parlent en son nom, au nom d'un mandat dont on ignore comment elles ont pu le recueillir. On n'est plus député de la Nation, mais l'élu d'une ethnie. C'est sur cette base que l'on revendique bruyamment le partage du gâteau national. Mais quand enfin elles obtiennent quelque chose, c'est pour eux-mêmes et les leurs. On oublie l'ethnie. Après tout elles n'ont de compte à rendre à personne puisqu'elles n'ont jamais été mandatées par qui que ce soit.

Combien de temps encore le bon peuple camerounais se laissera-t-il abuser par une telle supercherie. On monte les ethnies les unes contre les autres, à des fins inavouables. Et l'on peut affirmer haut et fort avec bonne conscience que la politique au Cameroun ne peut se faire que sur une base ethnique.

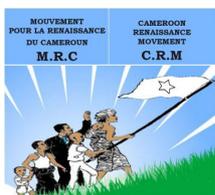
Le MRC n'est ni aveugle ni naïf. Il ne nie pas la réalité ethnique dans notre pays. Il n'ignore pas que cette réalité pèse aujourd'hui d'un poids non négligeable dans la vie politique nationale. Mais notre parti soutient que de même que l'on a fait d'une réalité socioculturelle non spécifique au Cameroun ou à l'Afrique un déterminant majeur de notre vie politique et sociale, on peut la ramener à ce qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être, à savoir les cadres d'expression de la riche diversité de nos cultures. Le MRC pense que ce n'est pas parce que le mal existe qu'il faut l'accepter, parce que le vol existe qu'il faut s'en accommoder. Le tribalisme, quel qu'en soit la forme et la nature est une infirmité intellectuelle ou mentale que l'on peut soigner par l'éducation à la citoyenneté, à la connaissance du pays dans la diversité de ses populations, la richesse de ses cultures et l'extraordinaire potentiel de fécondation dont sont porteuses les

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

différentes communautés si elles sont mises en confiance les unes les autres.

Bâtir le vivre ensemble passe d'abord par la reconnaissance mutuelle des différentes communautés comme autant de composantes essentielles de la nation camerounaise, laquelle ne serait pas elle-même si une seule venait à manquer.

1.2. La question anglophone

Une attention particulière doit être accordée à la situation particulière de la communauté anglophone en tant que réalité spécifique non assimilable au problème des ethnies. Il s'agit d'une réalité à la fois historique et culturelle liée à notre héritage colonial et qui a pour pendant une autre réalité historique et culturelle, celle de la communauté francophone. Notre pays dans sa configuration géographique comme dans son héritage culturel d'aujourd'hui est le produit de ce double héritage que nous gagnerons à préserver. Le MRC estime qu'il est urgent de se pencher sérieusement sur ce problème et d'examiner avec la communauté anglophone les voies et moyens les plus appropriées pour y apporter les réponses adéquates. Il faudra imaginer à cet égard les formes de dialogues politiquement les plus significatives impliquant tous les acteurs concernés sans exclusive et susceptibles de conduire à une nouvelle unité de la nation.

Cette entente politique pourra ensuite s'intégrer au Pacte politique national qui devra constituer les véritables assises de la Nation camerounaise libre et indépendante, qui s'invente elle-même et cesse d'être un legs mutilé des puissances coloniales.

1.3. Les Assises nationales de la citoyenneté et de la fraternité

Cela passe par la tenue des Assises nationales de la citoyenneté et de la fraternité, lieu d'invention de la nouvelle citoyenneté camerounaise, dont les résultats seront scellés dans ce Pacte politique.

Dans cette perspective, il faudra Identifier et Réhabiliter les héros nationaux. A cet égard, il conviendra de mettre en place un Comité d'historiens et des personnalités chargées de procéder à une identification objective desdits héros sur la base des critères à définir, puis de procéder à la création et l'édification d'un monument dédié qui pourra s'appeler par exemple *La Coupole du Souvenir* ou *La Coupole des Gratitude*s ou *Les Dômes des Gratitude*s.

2. Moderniser les Institutions de la République

2.1. La Constitution

La modernisation des institutions publiques passe par une réforme de la Constitution. Il s'agit d'une réforme prioritaire qu'il faudra engager sans retard, d'une part, pour donner une

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

traduction constitutionnelle au nouveau Pacte politique républicain, d'autre part pour élever le niveau de la gouvernance démocratique à hauteur des standards modernes observables dans des pays de niveau comparable à celui du Cameroun.

Concrètement, il s'agira de Reformier la Constitution notamment pour rechercher un équilibre des pouvoirs, régler les aspects des questions électorales de nature constitutionnelle telles que l'élection présidentielle à deux tours, la fixation de l'âge électoral à 18 ans et consacrer ceux des résultats des Assises nationales de la fraternité devant être inscrits dans la Constitution.

La reforme politique et institutionnelle portera en outre sur les secteurs de la Justice, de la sécurité et de la défense, la politique linguistique, la politique foncière.

2.2. L'Etat de droit et la justice

Toute justice performante répondant aux attentes des justiciables et respectueux du peuple au nom duquel elle est rendue repose sur un Etat de droit. La loi doit être juste et largement diffusée et appliquée sans discrimination aucune à tous, Etat et citoyens quels qu'ils soient. Le respect scrupuleux de l'égalité devant la loi est une condition de l'acceptation de celle-ci autant que de la sécurité juridique. Tout citoyen camerounais, tout investisseur national ou étranger doit avoir l'assurance que la même loi sera appliquée à tous, et que ses biens ne seront pas spoliés par une justice à géométrie variable.

Dans le secteur de la Justice plus particulièrement, il s'agira de parachever la reforme du système judiciaire notamment en réglant la question des juridictions traditionnelles, l'indépendance de la justice notamment à travers le système de nomination des magistrats, la création et la mise en place des juridictions manquantes.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 **E-mail. :**

Administration : mrpcm08@ymail.com **Infoline :** mrpprminfoline@gmail.com **Site :** www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 **AFRILAND FIRST BANK**



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

2.3. La gouvernance publique et la lutte contre la corruption

2.3.1. La gouvernance publique

L'efficacité de la gouvernance publique dépend, d'une part, de l'organisation de l'Etat, et d'autre part, des performances de l'administration publique.

La forme de l'Etat est une des conditions de la réalisation d'une démocratie moderne, participative, au près des réalités sociologiques, économiques et culturelles du pays. L'option du Constituant de 1996 pour un Etat décentralisé vise sans doute à répondre à ce souci. Indépendamment de la lenteur observée dans la mise en œuvre de la régionalisation, le MRC estime que la structuration de l'Etat dans notre pays appelle une réflexion plus approfondie et un débat politique impliquant toutes les composantes de la nation.

L'administration publique est le socle de tout Etat moderne, un des facteurs de sa permanence ainsi que de l'efficacité de son action. Rationaliser l'administration publique devient alors un impératif pour Etat conscient d'être le principal levier du développement du pays et soucieux de participer de façon avantageuse à la compétition économique dans un monde globalisé. Le MRC entend, à cet égard, faire de la réforme de l'administration publique un de ses chantiers prioritaires.

Les principaux axes de cette réforme seront :

- la définition d'une politique d'accès à la fonction publique ;
- la maîtrise des effectifs ;
- la définition des critères objectifs de gestion des carrières.

Dans tous les cas, la transparence sera au coeur de la gestion publique.

2.3.2. La lutte contre la corruption

Le MRC est convaincu que l'efficacité de la lutte contre la corruption exige une stratégie orientée de haut en bas. L'exemplarité des responsables du niveau supérieur est la condition de leur autorité vis-à-vis de leurs collaborateurs. C'est du reste au niveau des strates supérieures des administrations et autres structures publiques qu'il est possible d'atteindre l'objectif de la tolérance zéro. Le MRC devra donc veiller à l'exemplarité à commencer dans ses propres rangs.

L'efficacité de la lutte contre la corruption passe ensuite par une restructuration des institutions créées à cet effet. Il faudra en diminuer le nombre dans le cadre d'une refonte institutionnelle, mieux définir leurs missions et rationaliser leur fonctionnement.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

2.4. La Sécurité et la Défense

Dans le domaine de la sécurité et de la défense, il s'agira de renouveler la conception des forces de défense et de sécurité pour mieux les adapter aux défis du monde actuel et à venir.

Pour ce qui est des forces de sécurité intérieure, il faudra redéfinir leur doctrine ainsi que leur mission afin qu'elles cessent d'inspirer la peur même aux citoyens paisibles et respectueux des lois de la République, mais que les populations se sentent en sécurité auprès d'elles et deviennent leurs alliés notamment dans la lutte contre la criminalité. Un accent particulier devra être mis sur la formation et l'équipement de ces forces de sécurité en matière de police judiciaire, de police scientifique, d'enquêtes économiques et de maintien de l'ordre. Il faudra sortir de la culture répressive héritée des années 1960 pour une culture de protection et d'assistance aux citoyens. La composante appropriée de ces forces de sécurité devra par ailleurs être à la pointe de l'intelligence économique qui est un champ de bataille déterminant dans le contexte de l'économie globalisée.

En ce qui concerne les forces de défense, il s'agira de définir clairement une doctrine de défense nationale dans laquelle cohabite l'option d'une armée de métier et le concept de défense populaire. Il est important de rétablir l'armée nationale dans sa mission historique et républicaine de défense de la nation contre les périls extérieurs et se garder de l'utiliser aux opérations de maintien de l'ordre, sauf en cas de situation insurrectionnelle. Un effort substantiel doit être fait afin que progressivement les Tableaux d'Effectif et de Dotation (TED) soient respectés au sein de nos forces pour garantir leur efficacité opérationnelle (Table of organisation and equipment (toe)).

Les ressources humaines des forces de défense, dont on connaît la qualité et qui bénéficient d'un crédit de patriotisme, doivent être mises au service du développement national, notamment dans les domaines de l'industrie assurant l'équipement desdites forces, la santé, le génie civil. Pour cela, elles doivent bénéficier de moyens suffisants. En temps de paix, l'efficacité de notre armée doit se mesurer à l'aune de sa participation au développement de la nation.

Notre armée doit être la vitrine de la bonne gouvernance et du fonctionnement exemplaire de nos institutions. Tout en demeurant sous le contrôle de l'exécutif, elle doit être effectivement placée sous le contrôle du pouvoir législatif. L'armée doit être le creuset de l'unité nationale et un modèle de discipline, de rigueur dans la gestion des ressources financières,

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

du matériel, et surtout des carrières. Les femmes et les hommes qui ont la chance de servir cette institution centrale doivent être, en tout temps et en tout lieu, des exemples pour notre société.

2.5. La politique linguistique

En matière de politique linguistique, il est temps qu'en dehors des deux langues officielles qui nous permettent de communiquer avec le monde et entre nous et facilitent grandement notre insertion dans la mondialisation, le Cameroun se dote d'une langue nationale. Il s'agira d'une décision politique d'importance cruciale pour notre devenir en tant que nation. Pour le MRC, il ne s'agit pas d'abandonner les différentes langues locales existantes, ce serait un appauvrissement. Mais il ne sied pas de poursuivre la politique actuelle de juxtaposition de ces langues locales toutes enseignées en même temps sans que l'on ne sache à quelles fins. Il s'agit de créer une langue nationale camerounaise, Le Camerounais, non pas à partir de rien, mais des langues locales existantes.

Il reviendra aux linguistes de déterminer, si ce n'est pas déjà fait, celle de nos langues dont la structure grammaticale permet un apprentissage facile. Le vocabulaire pourra provenir des différentes langues locales, en particulier lorsqu'il s'agit de désigner des choses, des animaux ou des êtres spécifiques à l'aire géographique où cette langue est parlée. Les mots des technologies modernes pourront être empruntés aux langues d'invention de la technologie en question ou à celles de sa vulgarisation. C'est ce qu'on observe dans l'indonésien par exemple où la plupart des mots techniques viennent du néerlandais. Il est incompréhensible que de jeunes Camerounais soient prêts à tous les sacrifices pour étudier des langues étrangères parlées dans de petits pays et dans ces pays là seulement, pays à la population souvent bien moins nombreuse que celle du Cameroun et que l'on continue à leur faire croire qu'ils ne peuvent avoir une langue nationale ou qu'une telle langue serait inutile ou de trop. C'est une question de volonté politique, et le MRC à cette volonté politique-là.

2.6. Redéfinir le statut et le rôle des autorités traditionnelles

Les autorités traditionnelles ont, dans notre pays, des origines historiques variées, un statut social et une perception dans la population qui varient suivant les aires culturelles. Il faut les respecter dans leurs identités spécifiques, car les respecter ainsi, c'est respecter la richesse de la diversité culturelle de notre pays.

Ces autorités traditionnelles ont un rôle culturel et social majeur. Gardiens consacrés des traditions et des cultures de nos terroirs, ils contribuent à leur préservation et à la stabilité et

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

la paix sociales dans notre pays.

Ce rôle n'est pas reconnu à sa juste valeur. C'est pourquoi une réflexion doit être engagée, en concertation étroite avec elles, en vue de la réforme de leur statut au sein de l'Etat. La notion d'auxiliaire de l'administration qui résume actuellement leur statut paraît réductrice et devrait être dépassée. Il s'agit d'un héritage de la colonisation qui ne cerne pas complètement le rôle de ces autorités dont tout le monde s'accorde sur le fait qu'ils font partie des piliers de la société.

Afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de rassembleur au sein de leurs communautés respectives, les autorités administratives doivent se garder de les abaisser ou de les humilier, de les affaiblir en multipliant des chefferies traditionnelles sans racines historiques, ou en érigeant des notables en chefs traditionnels de tel ou tel degré. Tout en gardant la primauté aux institutions républicaines, le MRC préconise qu'il soit reconnu aux autorités traditionnelles du pays une place spécifique à déterminer à la lumière de leur rôle. Il faudra cependant se garder d'une uniformisation abusive du statut d'institutions dont les origines, la nature profonde et la fonction sociale varient suivant les différentes aires culturelles du pays. En cette matière, il vaut mieux laisser aux traditions ce qui relève des traditions.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

III - La modernisation de l'économie, l'aménagement du territoire et le développement durable : Le Cameroun un havre de paix et de prospérité

1. Les préalables et les outils

1.1. Les outils intellectuels : un Etat strètege et inventif ; une planification strètegique

Le d'ecollage 'economique ob'eit 'a une str'ategie pens'ee, reposant sur une vision s'equentielle mais de longue dur'ee. Il ne saurait 'etre le fruit d'actions spontan'ees non articul'ees et non coordonn'ees. C'est pourquoi il a besoin d'un cadre d'action d'efinissant les objectifs vis'es et structurant sa coh'erence intellectuelle, et permettant par ailleurs son 'evaluation.

Le MRC organisera la str'ategie du d'ecollage 'economique du Cameroun dans le cadre d'un Plan National pour la Croissance et le D'evveloppement (PNCD)

Il s'agira d'un plan str'ategique national accompagn'edes plans op'erationnels ou programmes, et des budgets pr'evisionnels.

1.2. Les outils techniques : un d'evveloppement par la technologie ; un outil de financement strètegique

1.2.1 D'evveloppement par la technologie

Le Cameroun peut acc'elerer son d'evveloppement en tirant partie des technologies disponibles qui n'existaient pas dans beaucoup de cas au moment o'u la plupart des pays industrialis'es ont engag'edeur d'evveloppement. Il a, 'a cet 'egard, 'a sa disposition un tr'es grand pool de connaissances scientifiques dans lequel il peut puiser. 'Etant avec presque tous les autres Etats africains parmi les derniers arriv'es sur le marche de la technologie, il n'a pas 'a refaire la recherche que d'autres ont d'ej'a faite. Il n'a plus qu' 'a se servir en fonction de ses options str'ategiques, comme l'ont fait avant lui les nouveaux pays industrialis'es ou d'evvelopp'es. Il lui faudra seulement orienter la formation de sa jeunesse vers la ma'itrise de l'utilisation de ces technologies.

Presque tous les principaux pays aujourd'hui dits 'emergents ont commenc'ed'utiliser massivement la technologie seulement 'a partir des ann'ees 1980. Ils ont utilis'edes technologies disponibles emprunt'ees 'a des pays plus avanc'es en cr'ean les conditions et un environnement favorables 'a leur utilisation notamment en favorisant la formation massive des ing'nieurs.

1.2.2. R'esoudre notre d'eficit 'energetique

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

La situation d'insuffisance énergétique que connaît notre pays depuis plusieurs décennies constitue un obstacle majeur à son industrialisation et, de manière générale, à l'amélioration de l'indice de développement humain. Le commencement de la valorisation du potentiel hydroélectrique exceptionnel, bien que fort tardif, va dans le bon sens. Mais, l'on constate que la politique actuelle dans ce domaine se limite à quelques grands ouvrages et surtout se borne principalement à l'exploitation de l'hydroélectricité et accessoirement du gaz, créant ainsi une mono-dépendance énergétique à une source énergétique qui renchérit les coûts de transport de l'énergie des lieux de production aux lieux de consommation.

Le MRC entend promouvoir une politique de polycentrisme énergétique permettant la valorisation de toutes les principales sources d'énergie faisant aujourd'hui l'objet d'une maîtrise technologique ainsi que des coûts de production pour les mettre au service de l'essor socio-économique du pays. L'hydroélectricité restera privilégiée en raison des extraordinaires potentialités du pays dans ce domaine. A cet égard le MRC mettra en œuvre une politique de construction de petits barrages dans chaque zone où l'hydrographie le permettra, afin de satisfaire au plus près les besoins énergétiques locaux. L'accent sera également mis sur les autres énergies renouvelables telles que les bioénergies, l'énergie éolienne et l'énergie solaire qui pourraient être très adaptées notamment à la partie septentrionale du pays. Bien qu'ils soulèvent des problèmes environnementaux dont il faudra bien cerner les contours, l'énergie nucléaire et le charbon ne peuvent être écartés par principe.

Au regard de l'ensemble du potentiel énergétique national, le MRC entend faire du Cameroun un hub énergétique à cheval sur l'Afrique centrale et occidentale en devenant un fournisseur important d'énergie à divers pays voisins des deux régions. L'énergie doit devenir une source de recettes d'exportation dans la balance commerciale de notre pays.

1.2.3. Créer un Fonds souverain

Comment, d'une part, tirer parti de ces ressources naturelles certes considérables mais non renouvelables dont regorge notre pays, et d'autre part, impulser l'investissement dans des secteurs stratégiques vers lesquels le secteur privé ne peut investir ou ne trouve pas un intérêt immédiat à investir aujourd'hui ?

La réponse pertinente et éprouvée aussi bien dans les pays développés que dans la plupart des pays émergents est la constitution d'un Fonds souverain.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

Il s'agit de réserves mises de côté en vue, non seulement de se prémunir contre les incertitudes du futur, mais également et surtout de garantir un avenir plus radieux aux générations futures.

L'idée de constituer ce genre de fonds trouve sa source dans la nécessité de développer des stratégies permettant de tirer le maximum de profit de la rente minière. En effet, les pays exportateurs de ressources naturelles ont pris conscience du caractère essentiellement épuisable de ces ressources et du rôle qui leur incombe de donner la possibilité aux futures générations de jouir également des retombées de cette manne.

La stratégie en ce domaine consiste à conserver sous forme financière ce que l'on a prélevé sur les ressources physiques de la Nation. Le Fonds ainsi constitué va être mis au service de l'investissement et permettre à la fois de protéger l'entreprise nationale contre les attaques externes, de lui donner les moyens de se défendre et de se développer, et enfin de participer activement à l'économie mondialisée, tout en assurant une rentabilité optimum.

Le Fonds souverain constitue donc une pièce maîtresse dans une stratégie de longue période, car il assure à la croissance une base plus nette.

En plus des recettes tirées de l'exploitation de ses ressources naturelles, notre pays pourrait prélever sur la taxe sur la consommation pour abonder son Fonds souverain. Il s'agit d'organiser les conditions de la participation collective à cet important effort de guerre économique vital pour notre génération ainsi que celles à venir. La pertinence, la viabilité et l'acceptation de ce Fonds par notre peuple dépendront naturellement de la rigueur dans sa gestion.

1.3. Les préalables psychologiques

- Mettre les investisseurs, nationaux et étrangers, en confiance en leur montrant que le pays a besoin d'eux.

- Faire d'eux des alliés de l'Etat dans sa stratégie de développement au lieu de les mettre à l'index en permanence, de les percevoir et de les montrer comme des profiteurs sans scrupule, tant de l'Etat que de la population.

1.4. L'organisation, le travail et la discipline

Le Cameroun n'est pas assez compétitif relativement au coût du travail qui est un des facteurs déterminant de l'investissement direct étranger et du choix des sites des délocalisations.

L'organisation tatillonne ou insuffisante de l'administration, sa non pro-activité et son

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

inefficacité conséquente n'offrent pas un environnement institutionnel attractif pour l'investisseur.

Par ailleurs, le travailleur camerounais, du secteur public comme du secteur privé, n'a pas la réputation d'être investi dans son travail. De plus il manque de motivation et de discipline.

Le MRC estime que la résolution de ces problèmes liés aux ressources humaines est une des clés de la compétitivité de l'économie nationale et par conséquent d'une croissance soutenue. Il convient d'y travailler, en étroite collaboration avec les organisations syndicales, pour mettre en place un programme national de sensibilisation et de formation.

De même faudra-t-il travailler avec lesdites organisations sur la question de la flexibilité du droit du travail, y compris de la durée hebdomadaire du temps de travail. La semaine de 40 h doit être un minimum légal qui peut être portée à 50 h selon les branches et les périodes d'activité sur la base de négociations entre les différents acteurs du marché du travail. Il s'agit d'une des conditions de l'attractivité de notre pays pour les investissements directs étrangers et de la compétitivité de nos entreprises.

1.5. Les infrastructures et les équipements

(voir Aménagement du territoire)

1.6. Une nouvelle politique foncière

Pour ce qui est de la politique foncière, le MRC considère qu'un statut foncier approprié tenant compte des réalités culturelles de nos terroirs mais garantissant à l'Etat la ressource foncière nécessaire pour la réalisation des projets collectifs et offrant la sécurité nécessaire sur le marché des transactions foncières est une pré-condition du développement et de la modernisation de notre pays. Pré-condition de la modernisation de l'agriculture, de l'aménagement du territoire, de la réalisation des infrastructures et du développement industriel grâce à l'adhésion de tous à la nouvelle politique foncière et à la clarification du statut des différents espaces fonciers. La sécurité foncière souhaitée par tous, nationaux et investisseurs étrangers passe par la réalisation d'un cadastre national et l'immatriculation de tous les terrains des particuliers en milieu urbain comme en milieu rural ainsi que de toutes les parcelles incorporées au domaine privé de l'Etat ou relevant des collectivités territoriales. Tout le reste des terres non immatriculées relèverait du domaine national. Nul ne peut croire que les quelque 475 000 km² du territoire national appartiennent à des communautés au point où partout où l'Etat veut réaliser une infrastructure collective au bénéfice des populations locales ou de la nation toute entière, il soit obligé de

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

passer par une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique. C'est une manière d'enrichissement sans cause voire de détournement des deniers publics qui appauvrit la nation et empêche la construction du pays. Les fonctionnaires et autres élites en sont les principaux responsables, car informés avant les autres citoyens des projets en cours et des lieux de leur réalisation, ils anticipent et immatriculent les terrains dans les zones concernées dont ils ne sont même pas, parfois, des ressortissants : c'est le délit d'initié. Cela doit cesser. Un des moyens de combattre ce véritable fléau pourrait être de mener une campagne d'immatriculation gratuite des terrains ruraux par communauté ou par famille sur une base à déterminer. Le MRC estime que la tenue des Etats Généraux du Foncier sera nécessaire pour la définition de cette nouvelle politique foncière.

Les projets de textes majeurs issus de la Réforme de la Constitution, des Assises nationales de la citoyenneté et de la Fraternité, des débats sur la création d'une langue nationale et des Etats Généraux du Foncier pourront être soumis au référendum.

2 - Une politique de croissance soutenue : « Cameroun, Le Lion économique de l'Afrique » (LEA)

Les taux de croissance actuel de notre pays qui varie entre 2,5% et 5% depuis plus d'une décennie est encore très insuffisant pour entraîner le décollage économique même à l'horizon de deux décennies, car ses effets sur la croissance économique sont atténués par une croissance démographique rapide et un niveau de pauvreté élevé qui tend à annihiler l'effet de seuil.

C'est pourquoi le MRC entend tout mettre en œuvre pour engager un processus de croissance qui se situera entre 8 et 12% au cours de la prochaine décennie, grâce à l'effort collectif des filles et fils du pays et aux éventuels apports extérieurs.

2.1. Transformation de l'agriculture

La politique agricole du MRC a deux objectifs : assurer la sécurité alimentaire du pays tout en procurant des revenus aux producteurs ; faire du pays un exportateur net des produits agricoles.

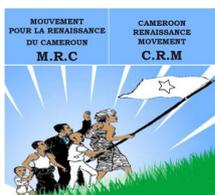
La réalisation du premier de ces objectifs passe par une meilleure organisation et l'accroissement de l'efficacité des exploitations familiales qui demeurent les plus nombreuses dans la structure agraire de notre pays et qui contribuent à la construction d'écosystèmes durables et diversifiés.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

La réalisation du second objectif exige le développement d'une agriculture moderne des grandes plantations de production aussi bien des produits traditionnels de rente que des produits vivriers destinés au marché international. Le Cameroun ne peut se permettre d'être absent de ce marché d'autant plus porteur et prometteur que la population mondiale croît à un rythme très soutenu, qu'il y aura par conséquent toujours plus de bouches à nourrir dans le monde et que notre pays dispose dans ce domaine de vrais atouts et donc d'avantages comparatifs favorables.

Dans cette perspective, il faudra,

° Sur le plan agricole *stricto sensu* :

- procéder à la mécanisation des grandes exploitations mais aussi des petites afin de diminuer la pénibilité du travail des agriculteurs et d'accroître les rendements ;

- faciliter l'accès aux facteurs de production permettant d'améliorer la productivité, notamment à travers un accès sécurisé à la propriété foncière, la mise en place d'un semencier national ainsi que des structures de production et/ou de fourniture des engrais et des produits phytosanitaires à des prix raisonnables.

° Sur le plan financier, créer des mécanismes de financement appropriés, en distinguant les structures de financements des grandes exploitations de celles de financement des exploitations familiales. Ces dernières pourront trouver les financements requis auprès des micro-banques rurales appuyées le cas échéant par les soutiens financiers de l'Etat.

° Sur le plan agro-industriel, la politique du MRC consistera en la mise en place des agropoles spécialisés suivant les bassins de production. Il s'agira de mettre en place des filières agro-industrielles complètes, allant de la production des produits agricoles primaires à leurs transformations industrielles par des unités de productions articulées aux bassins de productions.

Enfin, il faudra moderniser l'élevage et réduire la dépendance vis-à-vis des produits halieutiques importés.

2.2. Une industrialisation stratégique

L'ossature de l'industrie nationale malmenée par un quart de siècle de balbutiement interne résultant d'une absence flagrante de politique industrielle, un environnement infrastructurel calamiteux et une politique fiscale non incitative, d'une part, et sevré d'investissements directs étrangers, d'autre part, est en cours de désintégration. Le tissu industriel est peu diversifié et non articulé faute d'industries structurantes capables de générer de

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

l'activité pour les PME/PMI. L'activité de ce secteur se caractérise par une atonie sévère et nombre de PMI opèrent dans l'informel face à une pratique fiscale de spoliation et en définitive répressive.

La politique industrielle du MRC reposera sur un choix et une politique des filières stratégiques opérées en fonction des atouts du Cameroun tant en terme des ressources naturelles, des ressources humaines que des marchés disponibles ou à venir et des ambitions du pays. L'industrialisation du XXI^e siècle ne peut se faire dans les conditions de celle du XX^e siècle. Dans un monde globalisé, la politique des filières industrielles s'impose autant en raison de la nécessité d'une cohérence des structures de production que de l'impératif d'un positionnement compétitif sur le marché mondial. Elle exige une identification des objectifs et une programmation des résultats.

Aucun pays ne peut plus tout produire ni être compétitif dans tous les secteurs. Toute politique industrielle efficiente doit reposer sur la nécessité de satisfaire la demande intérieure des produits manufacturés autant que de développer les exportations.

Dans cet ordre d'idées, le MRC développera les filières suivantes :

- l'agro-industrie ;
- les industries extractives (fer, bauxite, cobalt/nickel, diamant, or) avec une politique de première voire de seconde transformation locale (fonderies, aciéries etc.) d'une partie des ressources exploitées ;
- les industries du bois ;
- les hydrocarbures et la pétrochimie ;
- les industries mécaniques, électriques et électroniques ;
- les industries pharmaceutiques ;
- les industries chimiques ;
- les matériaux de construction ;
- la biotechnologie ;
- les technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- l'artisanat et le tourisme.

2.3. Modernisation de la gouvernance économique

Le développement de l'intervention de l'Etat dans le secteur productif de l'économie dès les années 1960 correspondait à une volonté de suppléer la carence en entrepreneurs

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

nationaux au lendemain de l'indépendance. Cet interventionnisme étatique était essentiellement provisoire, les actifs du portefeuille de l'Etat devant être progressivement cédés aux opérateurs économiques privés à mesure de l'émergence d'une classe d'entrepreneurs nationaux expérimentés. Telle fut en particulier la politique qui sous-tendait la création de la Société nationale des investissements (SNI) et d'autres grandes entreprises publiques, telles que la SONEL, la SNEC, la SIC, la MAETUR, la MAGZI, la CIMENCAM, la CDC, la SOCAPALM, HEVECAM, la CAMAIR, etc.

La gestion de ces entreprises n'a pas été des plus heureuses. L'Etat a engagé il y a deux décennies la privatisation de certaines de ces entreprises, dans des conditions généralement obscures, et pas toujours celles qui auraient dû l'être. Il en a créé de nouvelles, ou procédé à des prises de participation dans des filiales d'entreprises transnationales devant opérer dans le pays, dans des conditions pas plus transparentes.

La définition d'une nouvelle gouvernance économique s'avère donc nécessaire. Elle appelle notamment une réorganisation de la SNI afin de redéfinir ses missions au regard du contexte de la mondialisation et du rôle de l'Etat stratège ; à repenser le rôle et l'opportunité du maintien des deux structures d'aménagement que sont la MAETUR et la MAGZI ; une révision de la politique de participation de l'Etat ; un redimensionnement du portefeuille des entreprises publiques et para-publiques ; une reconfiguration des missions de certaines entités publiques telle que la SIC ; repenser le rôle des agences de régulation telles ART, ARSEL ; réviser la loi sur les Etablissements Publics en reconsidérant notamment le mode de désignation des DG et des PCA des entreprises à capitaux publics ; l'élaboration d'une stratégie réaliste pour la "formalisation" progressive du secteur informel.

3 - Aménagement du territoire : la question oubliée

Les politiques menées jusqu'ici ont conduit à une faible intégration de certaines régions dans la nation. Cela se traduit notamment par une faible participation à la vie nationale, un sentiment d'être exploité par les autres, une sous-représentation dans les élites du pays. Il en a résulté une forte montée des clivages ethno-régionaux et des sentiments de frustration qui n'ont fait que s'exacerber au fil du temps, alimentés par une démission de l'Etat de ses responsabilités pendant la longue crise économique qu'a traversée le pays, mais aussi par des réponses inadaptées lorsque l'administration a essayé de s'attaquer au problème.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

Chacun peut mesurer le contraste de plus en plus frappant entre, d'une part, les zones urbaines que rurales et, d'autre part, les quartiers de nos villes ou ce qui en tient lieu ; mais aussi l'écart de plus en plus important entre les populations délaissées et les élites urbaines plus ou moins connectées à la mondialisation.

C'est que, aussi bien les fameux plans quinquennaux de développement qui ont existé jusqu'au milieu des années 1980 que les « Documents de stratégie » et la « Vision » dite « 2035 » élaborés depuis peu, évitent la question cruciale de l'aménagement du territoire ; ils partent plutôt sur des approches sectorielles avec une dimension transversale insuffisante. Une réponse adéquate à la situation dramatique dans ce domaine, comme dans bien d'autres, nécessite une véritable politique d'aménagement du territoire à l'échelon national, c'est-à-dire une mise en cohérence de l'action publique avec les données de terrain.

A cet égard, il faudra dresser le tableau complet des problèmes du pays et proposer les grandes orientations pour y faire face. Le résultat sera une vision d'ensemble du territoire et, de manière hiérarchisée, des éléments majeurs mais aussi des risques et opportunités.

Les questions majeures auxquelles il faudra répondre sont les suivantes : comment gérer le passage de la majorité de la population du côté de l'urbain tout en rattrapant le retard dans les zones rurales délaissées ? Comment satisfaire les besoins sans cesse croissants dans les zones fortement peuplées sans laisser de côté celles qui le sont le moins ? Comment concilier compétitivité économique et création d'emplois tout en faisant face aux contraintes de la levée des barrières tarifaires et aux exigences de protection de l'environnement ?

Les réponses à ces questions serviront alors d'indications et d'orientations de base pour les politiques sectorielles, y compris en ce qui concerne un enjeu comme celui de la territorialité qui se situe au croisement des problématiques du développement et de la démocratisation.

Le MRC tient à déclarer qu'aucune région ni aucune ville du pays ne doit être considérée comme un ennemi des pouvoirs publics. Il ne sera donc pas question de « punir » l'une ou l'autre pour ses choix politiques dans un pays qui se veut démocratique.

Les options fondamentales en matière d'aménagement du territoire tourneront autour de notions comme le développement durable, l'efficacité économique et l'équité sociale. Dans un contexte d'ouverture des frontières et de mondialisation, il sera indispensable de mobiliser tous les acteurs économiques et sociaux, démultiplier les initiatives et généraliser l'esprit d'entreprise à tous les niveaux, l'Etat devant créer les conditions de base, impulser et coordonner. On visera

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

donc à valoriser les potentiels locaux, les mettre en valeur, tirer parti des potentialités régionales, mettre un terme à la concurrence néfaste et insensée entre les régions du pays ou entre Yaoundé et Douala, ou entre Douala, Kribi et Limbe en ce qui concerne les activités portuaires. En aucun cas il ne s'agira, comme certains le laissent croire, de prendre aux uns pour donner aux autres. L'enjeu suprême reste l'unité nationale, pas en termes d'intégrité territoriale, mais de cohésion du corps social dans l'ensemble du pays et à tous les niveaux.

L'aménagement du territoire consiste en des choix politiques ; il ne peut donc être abandonné aux techniciens dont la tâche est de mettre en œuvre les choix politiques. La démarche devra être concertée, négociée, itérative, pour décliner le paradigme de l'unité nationale avec un accent particulier sur les points de tension actuels ou potentiels, tout en s'inscrivant dans la perspective du développement durable. Avant que les techniciens n'interviennent pour élaborer un Schéma national d'Aménagement du Territoire (SNAT) qui sera par la suite décliné en schémas régionaux, un grand débat national sera organisé sur la question, aboutissant lui-même à une Charte nationale de l'aménagement du territoire.

3.1. Une politique urbaine imaginative et ambitieuse

Les villes apparaissent comme le révélateur de la crise que traverse le pays depuis plusieurs décennies : absence de vision, absence d'anticipation, absence de politique tout court. Ainsi, les versions successives des documents censés définir les politiques et stratégies nationales sont restées très faibles sur ce point.

Sur le terrain, le résultat est insignifiant : quelques rares infrastructures réalisées ici et là, sans cohérence. L'élément clé de la stratégie officielle est désormais la « lutte contre le désordre urbain », traduction par excellence de l'échec ou de l'absence de la politique urbaine, avec tout ce que cela comporte comme pertes pour l'économie urbaine.

Le MRC considère la croissance urbaine, non pas comme un fléau, mais comme une donnée objective inéluctable du Cameroun d'aujourd'hui, porteuse de potentialités pour une accélération du développement de notre pays. Notre politique urbaine aura pour pilier central l'orientation de la croissance urbaine vers les villes secondaires, de manière à juguler la croissance de Douala et de Yaoundé. Dans le même temps, il s'agira de sortir de la vision administrative actuelle de la ville pour mettre celle-ci au cœur de la création des richesses et d'emplois.

Si la concentration humaine est intéressante de par les économies d'échelles qu'elle

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

gènère, il apparaît à l'observation du fait urbain que, dans la plupart des villes d'Afrique subsaharienne, au-delà d'un certain seuil (1 million d'habitants ou un peu plus), la situation devient inextricable. Dès lors il apparaît indispensable de donner aux villes secondaires les moyens d'absorber l'importante croissance urbaine à laquelle le pays fait face, dans de meilleures conditions que ce que l'on observe pour les deux métropoles nationales, Douala et Yaoundé. Il s'agira de créer et maintenir dans ces villes secondaires des conditions de vie plus harmonieuses, mais aussi des incitations économiques permettant la création de richesses et d'emplois.

Ces villes peuvent, à cet effet, être regroupées en deux grosses catégories :

* Les métropoles d'équilibre : il s'agit, au-delà de la définition administrative, de bâtir de véritables capitales régionales, en s'appuyant sur la formidable opportunité qu'offre l'armature urbaine du pays aujourd'hui, qui apparaît globalement assez bien répartie sur l'ensemble du territoire. Il s'agira de transformer ces villes en véritables points d'application de la politique de décentralisation de l'administration, mais aussi de secteurs comme l'université ou l'industrie et les services. En ce sens, indépendamment de leur taille, il faudra leur donner des fonctions dominantes bien déterminées. Par exemple, telles villes deviendraient des pôles touristiques et des hubs de transport pouvant rayonner non seulement sur leurs régions mais aussi sur les pays voisins ; telles autres pourraient affirmer davantage leur côté culturel ; telles autres deviendraient des pôles universitaires de référence internationale ; telles autres encore des pôles technologiques ; ou des pôles industriels et de commerce de dimension internationale ; etc.

* Les petites villes : à côté des deux métropoles nationales et des métropoles d'équilibre, elles auront un rôle essentiel dans l'absorption de la croissance urbaine, mais surtout d'interface avec le monde rural. L'enjeu ici est donc de les doter de moyens pouvant leur permettre de rayonner sur les zones rurales alentours, en étant de véritables points d'échanges.

Le MRC entend en outre mettre en place un Programme spécial d'aménagement des villes frontalières (PSAVF).

Reste le cas de Douala et Yaoundé

Mettre un accent particulier sur les moyennes et petites villes n'empêche pas de continuer à s'occuper des deux plus grandes, qui regroupent à elles seules quasiment la moitié de la population urbaine.

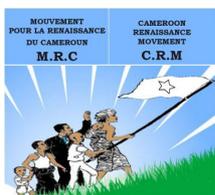
Il faut absolument sortir de cette sorte de concurrence injustifiée et en tout cas néfaste à

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

laquelle les autorités actuelles semblent confiner les deux villes. Disposer de deux métropoles de ce niveau est une opportunité qu'il faut savoir exploiter au mieux du développement de ces deux villes et du pays tout entier. La politique du MRC consistera à leur donner à toutes les deux un positionnement international :

Douala, en plus de sa position stratégique au fond du Golfe de Guinée, dispose de bien d'atouts à valoriser pour qu'elle tienne le rang de pôle économique et financier sous-régional, à l'image d'Abidjan en Afrique de l'Ouest, de Casablanca au Maghreb ou de Nairobi en Afrique de l'Est. A cet égard, il faudra la doter d'urgence d'un véritable centre d'affaires permettant d'accueillir des activités tertiaires de haut niveau.

Yaoundé a plus vocation à se positionner au plan politique, administratif, culturel et diplomatique, en concurrence avec des villes comme Abuja ou Addis-Abeba. Mais il ne suffira pas de réaliser des équipements pour accueillir des grandes conférences internationales. Il sera indispensable de sortir du positionnement diplomatique actuel de notre pays qui le dessert considérablement depuis plus de deux décennies.

L'anticipation sera capitale dans notre politique urbaine et urbanistique afin d'éviter de courir après l'installation de l'anarchie urbaine.

3.2. Amélioration les conditions de vie dans les villes

Nos villes ne seront pas en mesure d'assumer leurs fonctions en termes de génération de l'investissement productif, de dynamisation du monde rural ou d'assurance de la qualité de la vie tant qu'elles ne disposeront pas des infrastructures de base et d'une gestion efficaces de celles-ci. Les services publics de base et la question du logement et du transport intra-urbain occupent à cet égard une place centrale.

Il faudra mettre parmi les priorités le rattrapage du retard considérable pris pour doter les deux métropoles nationales, Douala et Yaoundé, d'un système efficace de transport en commun, tant il est vrai que le transport constitue le « système nerveux » de la ville. Cela nécessitera des actions à la fois sur l'infrastructure, les équipements et la réglementation, en plus des incitations qu'il faudra créer pour intéresser le secteur privé.

Il sera indispensable dans le même temps, et à l'échelle de toutes les villes, d'agir sur les autres services ayant un impact direct sur la qualité de vie (eau potable, assainissement etc.) ainsi que ceux visant l'efficacité économique (électricité, télécommunications, etc.). Sur tous ces secteurs, le souci premier sera la recherche de l'équité et la satisfaction du plus grand nombre.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

Des objectifs clairs, objectivement mesurables en vue de la recherche de cette équité seront également fixés. L'ambition est de mettre chaque habitant de nos villes à un maximum de 5 mn de marche à pied (500 m) d'une route bitumée.

En ce qui concerne les quartiers dits d'habitat spontané, il faudra privilégier une approche humaine de leur urbanisation. L'objectif n'est pas d'interdire le déguerpissement des occupants illégaux, car ce serait donner une prime à l'incivisme et à l'anarchie urbaine, mais d'associer les populations concernées, en particulier lorsqu'il s'agit d'occupants de longue date, à la recherche des solutions et à leur offrir des alternatives raisonnables.

En particulier, pour moderniser les grandes métropoles on n'évitera pas un certain niveau de déguerpissement notamment dans certains quartiers qui se trouvent aujourd'hui au cœur de ces villes ; on en restructurera d'autres sans nécessairement faire partir les habitants. Il est en outre urgent de travailler à la maîtrise de la croissance de la taille des grandes villes et en particulier des deux métropoles ; une ville qui s'étend à l'infini de façon horizontale est difficile et très coûteuse à aménager ; il faudrait donc ralentir cette croissance horizontale au profit d'une croissance verticale.

3.3. Une nouvelle politique du logement basée sur l'accès à la propriété

Dans le même temps, il conviendra d'agir sur le logement, qui est l'autre domaine où l'absence d'une politique cohérente est manifeste. Ce secteur nécessite une réforme en profondeur. Les organismes publics du secteur sont à l'agonie : la SIC, moribonde depuis des années et croulant sous le poids d'une dette énorme, n'est plus qu'un banal rentier, cependant que la MAETUR, après quelques heures de gloire dans les années 1980, ne fait guère mieux qu'un petit aménageur foncier.

Notre politique consistera à remettre à plat l'ensemble du dispositif institutionnel et réglementaire, y compris les professions du secteur (géomètres, urbanistes, promoteurs immobiliers, etc.). Il faudra en particulier simplifier les procédures, créer les incitations attractives pour le secteur privé, mettre sur pied des dispositifs d'accompagnement des populations et repositionner l'ensemble des acteurs publics. L'Etat cessera d'être un promoteur immobilier, puisque son action a jusqu'ici conduit, pour l'essentiel, à créer des distorsions sur le marché, avec pour seuls bénéficiaires quelques spéculateurs. On créera donc les conditions d'une concurrence saine entre les différents acteurs. En ce sens, la SIC et la MAETUR seront restructurés pour être en mesure de faire face à la concurrence du privé, le Crédit Foncier

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

également pour s'adapter à la nouvelle donne.

L'habitat dit social sera redéfini de manière à être effectivement orienté vers ceux qui n'ont pas les moyens de se construire eux-mêmes.

Une intervention à grande échelle permettra de limiter les effets de la spéculation foncière.

3.4. Réformer la gestion urbaine – Décentralisation effective

Les actions de modernisation de la ville ne pourront être menées efficacement que si le cadre actuel de la décentralisation est revu dans le sens d'un renforcement des pouvoirs locaux, tout au moins dans les grandes villes. Au plan technique, c'est au niveau de la commune que doivent se concevoir et se réaliser les équipements courants, l'Etat n'intervenant de manière directe que pour tout ce qui permet de créer des incitations en faveur du secteur productif. Cela suppose, en particulier une réforme du régime financier pour allouer directement plus de moyens financiers aux communes. En ce sens, on sortira du système actuel et totalement archaïque des transferts, que ce soit à travers les dotations annuelles que les centimes additionnels. L'impôt foncier sera réformé en conséquence.

Toutefois, au regard des ambitions spécifiques pour les deux métropoles nationales, leur modernisation en vue de leur positionnement stratégique pourra être menée directement par l'Etat ou à tout le moins sous son étroite surveillance.

3.5. Transport

L'importance des transports dans la vie d'un pays n'est plus à démontrer, la mobilité étant un des facteurs essentiels de compétitivité économique. Les transports ont, effet, une action « contagieuse » bénéfique sur tous les autres secteurs de la vie d'un pays. Au fond, ils conditionnent à peu près tous les aspects du progrès économique et social.

Un bilan rapide des actions menées au cours des dernières décennies montre que la situation est loin d'être satisfaisante, en dépit des sommes importantes dépensées (jusqu'à 1/3 des dépenses publiques d'investissement), en particulier pour les routes. Au plan social, de trop nombreuses zones du pays souffrent encore d'isolement saisonnier ou permanent, ce qui limite d'autant leur développement. Au plan économique, le Cameroun enregistre l'un des tarifs de transport les plus élevés dans le monde. Les raisons de ce relatif échec sont de plusieurs ordres :

- une politique d'investissement inadéquate : l'infrastructure est restée adossée aux itinéraires hérités de la période coloniale, essentiellement orientés vers l'exportation des matières

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

premières et produits agricoles de rente, via le port de Douala ;

- un sous-investissement relatif, les dépenses publiques pour les routes par exemple représentant à peine 1% du PIB, ce qui a conduit à un énorme retard ;

- une politique d'entretien routier inefficace qui fait qu'en dépit de l'importance des sommes investies (plus de 500 milliards FCFA sur les 15 dernières années), l'état global du réseau ne s'est guère amélioré ;

- l'absence d'objectifs clairs : les documents de stratégie (et en particulier le DSCE) se bornent à énumérer des activités, sans référence au niveau de service à offrir aux usagers ; en outre leur application n'est pas rigoureuse, laissée aux humeurs des responsables, renforçant ainsi les déséquilibres ;

- une mauvaise gouvernance du secteur, qui se traduit par une large corruption et diverses insuffisances tant au niveau des travaux que de la circulation des personnes et des biens.

La politique nouvelle conçue par le MRC reposera sur l'idée centrale que les transports ne sont pas un secteur comme les autres, mais un des déterminants de la politique économique et sociale de la nation. En ce sens, l'accent sera mis sur l'utilité économique ou sociale tirée des activités et l'objectif final sera de lutter contre la pauvreté, et surtout de réduire les déséquilibres. Il s'agira donc d'améliorer la connectivité à partir des quatre objectifs généraux ci-après :

- * Relier le pays au reste de l'Afrique par une route de bonne qualité sur les sections nationales des itinéraires internationaux convenus ;

- * Relier les métropoles d'équilibre et les capitales régionales par une route revêtue de bonne qualité ;

- * Porter à 100% la proportion de la population rurale vivant à au plus 2km d'une route praticable en toute saison ;

- * Situer la population urbaine à un maximum de 500 m d'une route supportant un mode de transport en commun autre que les mototaxis.

Les éléments clé de cette politique nouvelle sont les suivants :

- En matière de transport rural : réduire l'isolement et « faire respirer » les régions.

Par la route. L'objectif poursuivi, à terme, est de mettre chaque habitant des zones rurales à au plus 2 km (soit 20 mn de marche à pied) d'une voie carrossable. A titre d'illustration, aujourd'hui la distance moyenne est d'environ 4 km à l'échelle nationale et de

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

l'ordre de 6 km dans les régions de l'Est et du Sud et de 5 km à l'Ouest et au Nord-Ouest, sans oublier que dans les régions septentrionales, des villages restent coupés du reste du pays pendant de longs mois en période d'hivernage. Les choix des zones d'intervention ne seront donc plus basés ni sur les « doléances » des populations ni sur les humeurs des responsables, mais sur une cartographie nationale de l'enclavement (inexistante aujourd'hui – le MINTP n'a même pas encore identifié toutes les routes rurales) qui permettra de dégager les priorités.

Par les fleuves et rivières. Il s'agira prioritairement d'améliorer le transport fluvial, aujourd'hui à l'abandon, alors qu'il constitue une alternative financièrement à portée des populations et plus viable au plan environnemental. Il s'agira d'identifier et renforcer les filières déjà existantes sur certains cours d'eau, notamment dans la partie méridionale du pays (Nkam, Kadey, Mounjo, Dibamba, Sanaga etc.).

En prenant en compte la politique agricole. L'extension du réseau rural sera également adossée sur la politique agricole, de manière à faciliter la collecte des produits. La priorité sera donc accordée à la liaison avec les centres urbains, grands ou petits, qui constituent les débouchés pour les produits agricoles.

- En matière d'entretien routier : couverture intégrale et décentralisation

Sortir du « réseau prioritaire ». La politique d'entretien en cours depuis une quinzaine d'années est basée sur la concentration des moyens sur un réseau dit « prioritaire » qui concerne moins de 60% du réseau dit classé. La conséquence de ce choix est que plus de 40% des routes principales classées « non prioritaires », et ne recevant de ce fait que des financements résiduels et sporadiques, sont à l'abandon et certaines d'entre elles disparaissent. Comme on peut l'imaginer, cela limite l'accessibilité à de nombreuses zones rurales, renforçant ainsi la pauvreté. La politique nouvelle consistera à intervenir sur l'ensemble du réseau routier, mais en différenciant les niveaux d'intervention, au regard des contraintes financières, le niveau minimum étant d'éviter un isolement de longue durée aux populations.

Réformer la gestion de l'entretien routier. Il s'agira de sortir cette activité du MINTP pour la confier à une agence d'entretien routier disposant d'une autonomie décisionnelle. Il est évident que le montage actuel est peu efficace, les opérations d'entretien, qui sont une tâche permanente et spécifique étant engluées dans le carcan administratif. Cette activité, essentielle pour le maintien du capital investi, est même quasiment à l'abandon depuis le milieu des années 2000, malgré une augmentation substantielle des moyens financiers qui dépassent les 50

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

milliards FCFA par an. Dans ce contexte, le ministère n'interviendra que pour planifier les activités, mettre à disposition les moyens financiers et fixer les résultats objectivement vérifiables sur lesquels s'engageront les dirigeants recrutés sur une base compétitive et avec un mandat limité dans le temps.

Décentraliser l'entretien des routes rurales. Au regard de leur éloignement des centres de décisions nationaux, les pistes rurales feront l'objet d'une gestion locale, par les régions et surtout les communes. L'action ne se limitera pas à un transfert des ressources ; elle prendra aussi la forme des contrats-plans signés avec l'Etat et contenant des objectifs précis en termes de service rendu aux populations.

En matière de développement du réseau routier : aménagement du territoire et ouverture sur l'Afrique. Le réseau routier principal sera étendu, non plus uniquement dans une logique d'économie de rente, mais suivant deux piliers essentiels : d'une part (i) l'aménagement du territoire, c'est-à-dire le désenclavement en vue de permettre une mise en valeur du potentiel des territoires et renforcer l'intégration nationale, tout en reliant entre eux les principaux centres urbains ; et d'autre part (ii) renforcer l'intégration du pays à l'économie africaine. En conséquence, les programmes régionaux (route transafricaine Lagos-Mombassa et réseau d'Afrique Centrale) seront poursuivis et renforcés. Les liaisons transversales à l'échelle du pays et celles permettant d'ouvrir au reste du pays de vastes étendues disposant d'un potentiel certain (département du Nkam, région de Yoko etc.) seront développées. Il s'agira également d'établir des liaisons fortes entre les principaux centres urbains (métropoles nationales mais aussi métropoles d'équilibre) afin de dynamiser les échanges mutuellement bénéfiques entre elles. Un des axes de cette politique sera de commencer à doter le pays d'un réseau autoroutier. Plus particulièrement, dans le but de renforcer l'unité territoriale du pays, la construction d'une dorsale, sous la forme d'une autoroute ou d'une route de trois voies fois deux entre Yaoundé et Kousséri, ainsi que du réseau routier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest seront des actions prioritaires. Pour le reste, les priorités seront définies à travers un véritable schéma directeur routier prenant en compte les orientations du schéma national d'aménagement du territoire qui aura été préalablement adopté.

En matière de transport ferroviaire : intérêt économique d'abord. Ce mode de transport sera développé prioritairement dans une logique économique, c'est-à-dire pour le transport des biens, et en particulier des minerais. Il ne s'agit nullement d'une capitulation face aux exigences

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

de l'économie de marché, mais de faire face à la réalité du monde d'aujourd'hui : toutes les études montrent que les volumes et le pouvoir d'achat sont trop faibles dans la plupart des pays africains pour garantir la viabilité du transport ferroviaire uniquement pour les personnes. C'est dire que pour la desserte des populations, l'on misera principalement sur la route. Dans cette optique, le schéma directeur ferroviaire, récemment élaboré par le gouvernement et qui apparaît n'être qu'une longue liste de vœux, sera repensé pour coller davantage à la réalité économique du pays qui commande de viser dans ce domaine principalement le transport de biens. L'on misera à cet égard principalement sur des partenariats public-privé pour la construction et surtout l'exploitation des infrastructures ferroviaires.

En matière de ports : mettre en place une communauté portuaire. Il s'agira de sortir de la logique actuelle, qui semble consister à mettre en concurrence entre eux nos différents ports existants (plutôt petits) ou annoncés. En ce sens, le schéma directeur portuaire sera révisé et mis en œuvre dans une logique de complémentarité entre les différents ports. Cela permettra d'éviter les effets néfastes de la concurrence annoncée entre différents ports de commerce (Kribi et Limbe en plus de Douala) et de permettre au futur port en eau profonde de jouer effectivement un rôle de hub sous-régional. Les objectifs seront clairement revus à la hausse en ce qui concerne le port de Kribi, qui devra être doté d'aménagements (par exemple augmenter le tirant d'eau) et de modalités de gestion qui lui permettent de faire face à la féroce concurrence qui sévit dans le secteur portuaire maritime.

En matière de transport aérien, la situation est moins alarmante, tout au moins en ce qui concerne l'infrastructure. Des efforts nécessitent toutefois d'être fait, au regard des perspectives économiques, pour moderniser l'aérogare de Douala de manière à le mettre au niveau des standards internationaux en termes d'accueil pour un hub sous-régional. Garoua pourrait également devenir une plaque tournante, avec le développement d'un pôle touristique majeur. Restera la question de la compagnie nationale de transport aérien qui ressemble à un gouffre financier sans fond. Faute de disposer de toutes les données nécessaires sur la viabilité de cette compagnie, MRC se réserve de se prononcer sur les mesures à prendre.

En matière de transport urbain, il s'agira de sortir de la cacophonie qui règne aujourd'hui, en particulier dans les deux métropoles du pays. Cela se fera par le biais de la mise sur pied de modes de transport innovants à la portée de la plupart des ménages : des bus avec couloirs spécialisés et des réseaux légers de train urbain. Tout cela sera précédé de travaux

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

d'élargissement de la voirie urbaine et s'accompagnera d'actions sur la réglementation de la circulation et des activités.

En matière de facilitation des transports. L'amélioration des infrastructures ne suffira pas pour obtenir les gains escomptés pour les opérateurs économiques. Tous les autres freins (contrôles douaniers, police etc.) seront identifiés et traités, l'objectif étant de se rapprocher des standards internationaux en termes de tarif et de durée des déplacements des marchandises, qui sont un des facteurs clé de la compétitivité économique.

D'autres questions transversales sont cruciales en raison de leur incidence sur la politique des transports : d'une part, l'efficacité du contrôle de la passation des marchés, étant donné le volume relativement important des contrats passés dans le secteur des transports ; d'autre part, la régulation des activités de transports, à tous les niveaux, y compris l'activité des transporteurs par mototaxis avec lesquels il faudra trouver une solution concertée et définitive à leur insertion harmonieuse dans le nouveau paysage urbain. En somme, il faudra sortir le transport urbain et interurbain de l'artisanat pour faire évoluer les acteurs vers plus de professionnalisme.

3.6. Aménagement rural

La politique d'aménagement rural du MRC est bâtie autour de trois axes :

- la structuration de l'espace rural par une politique domaniale concordante avec les réalités locales et une organisation volontariste des zones d'habitation permettant d'apporter les équipements de base et autres commodités (infrastructures scolaire et sanitaire, eau potable, électricité) aux populations des zones rurales.

(Voir aussi les développements sur la politique agricole et la réforme foncière).

- *l'Empowerment* des populations rurales : il s'agit de donner de la capacité à ces populations dont la plupart vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, sans accès à aucune commodité de base et n'arrivant même plus à survivre d'une activité agricole dont les techniques n'ont pas évolués depuis des siècles. Le MRC entend faire passer ces populations, qui sont parmi les plus laborieuses du pays mais dont la vulnérabilité est accentuée par les épidémies et les catastrophes naturelles à répétition, de leur situation de producteurs pour l'auto-survie et largement tributaires de l'assistance publique, à celle de créateurs nets de richesses. Notre politique mettra un accent particulier sur la transformation ou l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie en milieu rural, la dotation des populations vivant dans ces zones de ressources

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

initiales pour le démarrage ou le développement d'activités génératrices de revenus.

Il s'agit d'une politique de nature à inverser la courbe de l'exode rural en raison de l'attractivité d'un monde rural repensé et modernisé tant dans son cadre de vie que dans ses modes de production.

3.7. Promouvoir l'entreprise

Promouvoir l'entreprise et l'entrepreneur de moyenne envergure

Les PME/PMI sont les principales contributrices à la politique de transformation des produits du secteur primaire, les principales consommatrices des innovations technologiques de base, des contributrices majeures à la production des richesses nationales, les plus grandes pourvoyeuses de main d'œuvre. C'est pourquoi elles doivent faire l'objet d'une attention particulière. Notre objectif de plein emploi impose de concentrer un maximum d'efforts dans la promotion de ces entités dans tous les secteurs d'activité : agriculture, industrie, tourisme, services, artisanat, etc. Pour y parvenir, le MRC entend promouvoir une politique d'allègement de toutes les formalités et services aux PME.

3.8. Offrir un socle numérique minimum

La situation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans notre pays se caractérise par trois facteurs :

- la vétusté et l'insuffisance des infrastructures et des équipements ;
- un cadre institutionnel et réglementaire inadapté ;
- des ressources insuffisantes.

Face à cette situation, le MRC entend agir principalement à deux niveaux :

- réformer la législation : il s'agit d'engager les réformes nécessaires pour permettre le développement des infrastructures de télécommunications et de radiodiffusion sonore et télévisuelle ;
- libéraliser l'accès aux TIC : il s'agit de démocratiser l'accès aux TIC, notamment en mettant à la disposition de chaque communauté d'une zone géographique socialement moins favorisée, des télé services (téléphone, télécopie, Internet, télex).

Les objectifs majeurs de notre politique dans ce secteur stratégique sont : d'une part, de rendre disponible le Haut débit d'abord dans les principaux pôles de développement du pays afin de faciliter l'activité des entreprises, l'accès à l'Internet haut débit étant un des critères de l'amélioration de l'environnement des affaires et par conséquent de l'attractivité d'un pays ;

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

d'autre part, de faire des TIC un des secteurs moteurs de l'innovation et de création de la valeur dans notre pays.

4. Environnement et développement économique : promouvoir un développement durable

Il est établi depuis plusieurs décennies maintenant qu'il existe un lien étroit entre la protection de l'environnement et le développement. Les contraintes du développement dans un contexte où la pauvreté impose une exploitation accélérée des ressources naturelles créent un risque que la satisfaction des besoins se fasse dans une vision de court terme et compromette par conséquent aussi bien sa durabilité que l'avenir des générations futures. Le risque est d'autant plus grand que nos besoins s'accroissent rapidement, à la mesure d'une démographie galopante. Il n'est cependant pas question de compromettre la survie des populations par des actions de protection de l'environnement qui entravent le développement économique du Cameroun et vice versa. La politique du MRC dans ce domaine sera guidée par la recherche des compromis entre les deux impératifs apparemment contradictoires ou irréconciliables : le développement économique dans un environnement sain. Les possibilités d'un tel compromis existent heureusement. Il s'agit en somme de promouvoir un développement durable.

4.1. Tenir compte de la spécificité du Cameroun de par sa diversité agro-écologique

La position géographique du Cameroun, point de jonction des régions géographiques occidentale, septentrionale et centrale, lui confère une telle diversité qu'il représente à lui tout seul toutes les spécificités de la diversité écologique africaine (il n'y a que le désert qui est quasi absent dans son paysage écologique, même si les risques sont très grands de le redouter). Il en résulte une phytogéographie qui met en exergue l'étroite relation entre la végétation et le climat.

La diversité agro écologique du Cameroun peut être perçue comme un atout, de par le potentiel de diversification des spéculations agricoles. Elle impose cependant une approche adéquate dans sa gestion, afin d'atténuer les contraintes liées à la diversité des problèmes environnementaux à résoudre, de tenir compte des exigences climatiques assez étroites de certaines cultures.

L'implication de cette situation est la diversité du mode de gestion des différentes zones, la diversité des problèmes environnementaux dont la conséquence est la complexité des solutions qui doivent être adaptées à chaque contexte.

La connaissance des zones agro écologiques est pour ainsi dire un préalable indispensable à toute action de développement, y compris le développement de stratégies

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

d'adaptation aux changements climatiques. Ceci permet de prendre en compte, la spécificité de chacune de ces zones dont la diversité bioclimatique n'est pas sans effet sur le mode d'exploitation des ressources naturelles, les pratiques agricoles et de développement en général.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la stratégie qu'entend mettre en œuvre le MRC.

4.2. Prendre en compte dans les politiques de développement les thématiques environnementales pertinentes

Les thématiques pertinentes peuvent être identifiées comme étant : la gestion des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, l'environnement et la pauvreté, l'environnement et le régime foncier, les déchets et pollution, la biodiversité et les ressources forestières, l'eau, les changements climatiques et la désertification, la dégradation des zones humides, le développement des centres urbains, la santé et l'environnement, la dégradation des écosystèmes de montagne.

Un accent particulier sera mis :

- sur les politiques de conservation et de protection des espèces afin de tirer profit des avantages que le Cameroun a dans ce domaine par rapport à d'autres pays jouissant d'une grande diversité biologique, avec, dans le cas de notre pays de nombreux espèces endémiques tant dans les domaines faunique et floristique que dans le domaine ornithologique. Le MRC renforcera les parcs nationaux existants et en créera de nouveaux ;

- sur la promotion des écolabels et de l'écotourisme : la promotion des écolabels portera en particulier sur certains produits du terroir à fort potentiel d'exportation, qu'il s'agisse de certains produits agricoles ou des épices et autres produits forestiers non ligneux ; quant à l'écotourisme, le Cameroun dispose dans ce domaine de nombreux avantages comparatifs de par la diversité de ses écosystèmes, de ses populations, de ses cultures. On note à cet égard par exemple que le tourisme des gorilles de montagnes ne rapporte pas à notre pays autant qu'à certains Etats d'Afrique centrale disposant de la même espèce ; que le tourisme ornithologique est inexistant alors qu'il a un fort potentiel.

Dans cet ordre d'idées, en combinant politique d'aménagement du territoire et politique d'écotourisme, il sera fait de la péninsule de Bakassi qui a une écologie fragile, une zone de développement écologique spéciale.

4.3. Les stratégies d'action

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

Fort de ce qui précède, le MRC, dans sa quête obstinée d'assurer le bien-être des populations du Cameroun, s'engage à mettre en cohérence une économie viable sous-tendue par l'entretien de l'équilibre des écosystèmes (socle du développement), de recourir plus efficacement aux instruments capables d'influencer favorablement le mode actuel d'exploitation des ressources naturelles du Pays.

Il en découle l'impérieuse nécessité de :

- prendre en compte les aspects environnementaux dans la mise en place des stratégies sectorielles ;
- développer des capacités techniques et institutionnelles susceptibles de conduire à bon port la politique environnementale à mettre en place ;
- intensifier la lutte contre la paupérisation ambiante en milieu rural ;
- mobiliser toutes les parties prenantes en faisant bon usage de l'éducation environnementale ;
- mettre en place un dispositif rationnel d'exploitation des services éco systémiques dont dispose le Cameroun, avec une référence particulière à l'écotourisme ;
- renforcer la coopération régionale et internationale dans la gestion des enjeux globaux (désertification, changements climatiques, dégradation de la biodiversité...).

IV - La modernisation de l'éducation et du système social, le statut de la femme, la place des jeunes et la question de l'emploi

Le savoir et le savoir-faire sont la principale source de richesse dans le monde d'aujourd'hui. Ils permettent de transformer des idées par nature immatérielle en bien matériel.

1. Education et recherche : l'option prioritaire pour la formation scientifique et technique et l'innovation

Un pays en développement ne peut se payer le luxe de la formation pour la formation ou de former ses citoyens actifs pour le seul plaisir de la connaissance. Toute formation au Cameroun devra être orientée vers des résultats concrets en termes d'impact direct pour le développement du pays. Le coût de la formation technique est très élevé, on le sait. Mais il s'agit de faire un choix stratégique pour le développement et la modernisation du Cameroun.

Il y a environ vingt-cinq ans le Cameroun avait un des systèmes d'éducation, en particulier un système universitaire parmi les plus performants en Afrique et largement respecté dans le monde. Aujourd'hui aucune université camerounaise ne figure parmi les 100 premières

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

universités africaines. La multiplication des universités d'Etat, pourtant nécessaire, s'est faite pour des raisons et sur des bases politiques, dans l'impréparation totale et sans objectifs identifiables. La libéralisation de l'enseignement supérieur, au lieu de créer les conditions d'une offre de formation compétitive et de qualité, est apparue comme un acte de démission de l'Etat de sa mission essentielle dans ce secteur et a ouvert la voie à toute sorte de dérives dans l'indifférence manifeste des pouvoirs publics. La multiplication des établissements de formation en médecine, dans un pays où même les universités d'Etat n'offrent plus une formation aux standards de l'UNESCO, en est le révélateur à la fois inquiétant et le plus affligeant. La plupart des institutions privées offrant des formations d'ingénieur ne font pas mieux comme il est loisible de le vérifier auprès des industriels et autres employeurs opérant au Cameroun. C'est désormais un leurre de croire que le pays dispose de ressources de grande qualité. Nous devons nous rendre à l'évidence, cette époque-là est révolue. Aujourd'hui nos meilleurs se forment encore l'étranger. Il est donc impérieux de repenser notre système éducatif à tous les niveaux, afin, d'une part, d'élever son niveau, d'accroître ses performances et de l'orienter vers une éducation entièrement orientée vers des objectifs de développement. L'objectif est d'atteindre un taux de scolarisation de 100% à un horizon de 10 ans au niveau de l'éducation de base. Car avec le MRC, plus aucun enfant ne pourra être dispensé de l'éducation scolaire.

Dans ce domaine en particulier, le rôle de la diaspora sera important dans la conception des filières, notamment pour ce qui est des niveaux secondaires et supérieurs, la transmission des savoirs et des savoirs-faire ainsi que dans le montage des centres et laboratoires de recherche.

1.1. Réformer le système éducatif

Le MRC entend reformer complètement notre système éducatif dans ce sens et ce dès le cycle de l'éducation de base. Les jeunes écoliers camerounais seront exposés très tôt au raisonnement scientifique, à l'éveil de leur intérêt pour les objets matériels créés par l'esprit humain et l'innovation par l'amélioration ou la transformation de ce qui existe déjà. Dès le cycle secondaire ils devront participer à un projet technologique de leur niveau, même sous l'encadrement de leur enseignant, dont la pertinence et la qualité entrèrent pour beaucoup dans leur réussite annuelle.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le désordre, l'incohérence et la baisse dramatique de niveau qui y prévalent sont les révélateurs affligeants de l'absence d'une politique nationale dans ce secteur si cruciale. Il n'y a pas de quoi surprendre : le Conseil de

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

l'enseignement supérieur qui définit les orientations de l'enseignement supérieur dans notre pays ne s'est pas réuni depuis 1982, c'est-à-dire depuis 30 ans. Il est donc urgent de définir la politique de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique d'un Cameroun moderne, ambitieux pour son développement et décidé à se positionner comme un pôle majeur sur le marché des centres de transmission de la connaissance et du savoir. L'enseignement supérieur est non seulement un levier essentiel du développement et de la prospérité des nations, il est aussi devenu un produit économique rentable et exportable. Il n' y a qu'à voir la ruée des jeunes des différents pays vers les pays où l'enseignement supérieur est le plus performant et l'exportation sous forme de franchises commerciales des noms des universités et grandes écoles parmi les plus prestigieuses au monde.

Pas plus dans tout autre domaine, la création des universités ne constituera un cadeau politique. Elle répondra à l'impérieuse nécessité d'élever le niveau d'éducation et de formation dans l'ensemble du pays. À cet effet, chaque capitale régionale du pays sera dotée d'une université ou au moins d'un établissement universitaire dans un premier temps.

Dans le cycle universitaire, les filières généralistes des sciences humaines et sociales, seront réduites au profit des filières techniques qui seront choisies et renouvelées en tant que de besoin en fonction des ambitions de développement du pays.

La nouvelle vague des technologies développantes consiste en des technologies vertes si fondamentales notamment pour la modernisation et l'expansion de l'agriculture et des industries nouvelles. Il s'agit notamment de la biotechnologie, de la nanotechnologie. S'y ajoute les filières télécommunications et plus largement celles de l'électronique combinées à l'informatique.

1.2. Réorienter la recherche

La recherche sera organisée autour de pôles d'excellences spécialisés équipés de laboratoires de niveau international. Sur le plan institutionnel elle sera coordonnée par une Agence nationale de la Recherche et de l'Innovation (ANRI). Il s'agit d'une recherche orientée vers des objectifs spécifiques de développement. En dehors de la recherche agricole dont il faudra accroître la performance, il faudra développer la recherche au soutien des problèmes de santé publique spécifiques au Cameroun ou portant sur des maladies ayant une forte prévalence dans le pays et une recherche- innovation au soutien de l'industrie nationale.

2. Repenser le système de santé

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

Le Cameroun consacre aujourd'hui 6% seulement du budget de l'Etat au secteur de la santé, c'est-à-dire moins de la moitié des 15% qui sont l'objectif fixé par l'Union africaine à Abuja.

Le développement de notre système de santé doit avoir deux objectifs principaux : d'une part, rendre les soins de santé de base accessibles gratuitement à tous et éradiquer les grandes endémies ; d'autre part, faire du Cameroun un pôle d'excellence en soins de santé au moins dans certaines disciplines, afin qu'il devienne une destination pour ce que l'on a appelé le tourisme de santé.

Dans ce cadre, la formation en sciences biomédicales fera l'objet d'une attention toute particulière, ne laissant aucune place aux initiatives non maîtrisées et présentant des risques futures pour la profession comme pour les populations. Les différents ordres professionnels seront à cet égard impliqués dans les structures de veille et de vigilance qui seront mises en place.

Les questions relatives aux infrastructures sanitaires et à leur gestion feront l'objet d'une redéfinition, tenant compte des rôles respectifs de l'État, de la Région et du secteur privé. Yaoundé et Douala seront dotés d'hôpitaux de référence de niveau international pouvant accueillir des cas camerounais complexes requérant des spécialistes plus pointus ou des interventions multidisciplinaires ou des évacués sanitaires d'autres pays.

Un hôpital référence, doté des principaux services de spécialité et des équipements adéquats, sera construit dans chaque capitale régionale.

Dans tous les cas, des états généraux de la santé seront organisés pour préparer les bases de l'élaboration d'un projet de loi-programme relative à l'organisation du système de santé et la formalisation des principaux axes ici définis.

La promotion de l'hygiène et de la salubrité sera parmi les premières actions de santé publique, car il faut rendre le Cameroun propre.

3. Marcher sur ses deux pieds : faire jouer pleinement à la femme son rôle dans notre pays *(Women empowerment)*

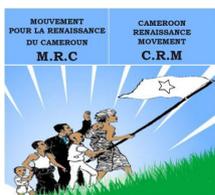
Les femmes représentent autour de 50% de la population camerounaise. Leur représentation au sein des institutions de l'Etat et leur participation à la prise des décisions sur la marche de la République ne sont pas à la hauteur de leur poids démographique ni de leur contribution réelle au développement de la Nation. Il faut remédier d'autant plus rapidement à ce

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrp08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

décalage que les qualités propres de la femme, notamment le sens de l'engagement patriotique sous-tendu par un enracinement profond dans le terroir, un degré élevé de probité, la pondération, le sens de la conciliation et bien d'autres encore la en fait des agents précieux des transformations et de la nouvelle gouvernance qu'appelle notre société.

Le MRC entend faire des femmes un des principaux leviers du changement en les impliquant plus amplement dans la gestion de l'Etat et en confortant leur rôle de socle humain de stabilisation de notre société.

Dans notre pays, la pauvreté frappe plus particulièrement les femmes : 3 pauvres sur 4 sont des femmes. Le taux d'alphabétisation de la population féminine est toujours de loin inférieur à celui de la population globale.

Le MRC entend mener une politique vigoureuse de scolarisation des jeunes Camerounaises de toutes les régions du pays, les spécificités culturelles ne pouvant en rien constituer un obstacle acceptable à cette politique. Notre parti entend également mettre en œuvre une politique de promotion des activités de la femme consistant à créer, dans les zones rurales les plus reculées, des structures de micro-banque de développement rural.

Dans le même ordre d'idées, il faut impulser le développement des microprojets pour permettre l'accélération d'une répartition plus équitable spécialement en milieu pauvre. Il s'agit d'un cercle vertueux : la mobilisation de l'épargne dans les micro-banques permettra de financer les microprojets ; et les microprojets, à leur tour, rendront viables les micro-banques en payant les taux d'intérêt sur l'épargne convertie en crédit dont ils ont bénéficié pour financer leur haut de bilan.

4. La jeunesse, une chance pour le Cameroun

Le MRC entend mobiliser l'essentiel des efforts de la Nation pour redonner à notre jeunesse l'espoir d'un futur meilleur dans un pays faisant partie du club fermé des nations prospères, donnant à chacun de ses citoyens une chance de changer sa vie pour le meilleur. Cela par une lutte acharnée et déterminée contre le chômage généralisé dont souffre cette jeunesse.

La faible employabilité du secteur moderne

Les crises sociales à répétition que connaît le Cameroun, comme d'autres pays africains, depuis au moins deux décennies sont dues en partie à la faible capacité des économies nationales

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

à pourvoir des emplois aux personnes en âge de travailler. Le dernier Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) a révélé que notre pays compte 10.000.000 de personnes actives.

Par ailleurs, le Recensement général des entreprises (RGE) effectué en 2009 par l'Institut national de la statistique révèle l'existence de 93.969 entreprises et établissements en activité qui offraient à cette époque 386.263 emplois réguliers.

En estimant à 3% le taux annuel de croissance de création d'entreprises entre 2009 et 2011, on aurait à l'heure actuelle environ 100.000 entreprises et établissements pour l'ensemble du secteur privé qui emploient environ 400.000 personnes actives en permanence, soit une moyenne de 4 travailleurs par entreprise. Cela est faible, compte tenu du nombre d'entreprises et de la population active.

Il est à remarquer que la Fonction publique emploie 196.056 agents, ce qui représente la moitié des emplois générés par le secteur privé. Il est à noter que dans les pays développés, ce rapport se situe en moyenne à un agent public pour dix emplois dans le secteur privé.

Le MRC affirme qu'il est possible de doubler le nombre d'emplois dans le secteur privé et ceci en trois ans seulement, en mettant à contribution tous les acteurs du monde économique : le patronat, l'Etat et la société civile.

Les secteurs à grand potentiel d'emplois pour les jeunes

L'Etat ne peut, à lui seul, résorber le chômage. A cet égard, les recrutements massifs dans la Fonction publique sont une mauvaise réponse à un vrai problème. En revanche, l'Etat peut jouer le rôle de facilitateur et permettre au secteur privé de se déployer efficacement dans la création d'emplois, dans une économie qui repose sur la propriété privée des moyens de production.

L'économie camerounaise restant dominée par le secteur primaire et le secteur tertiaire, ces secteurs sont ceux où il est possible de maximiser rapidement le nombre d'emplois créés, avec une incitation soutenue de l'Etat.

Lutter contre le chômage revient donc à agir sur le secteur et les entreprises qui offrent les meilleures potentialités d'emplois, à savoir les TPE, les PE, le tourisme, l'agriculture.

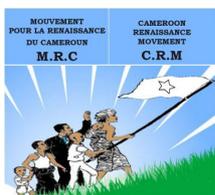
L'agriculture reste la principale activité économique du Cameroun. Elle représente plus de 45% du PIB et emploie 70% de la population. Or, le Recensement général des entreprises de 2009 a permis de voir que le secteur agricole moderne est encore peu développé. Le MRC entend

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

valoriser certaines expériences en cours qui ont montré leur capacité à générer des emplois stables et rémunérateurs

L'enquête de 2009 établit la structure des entreprises camerounaises comme suit :

les Très Petites Entreprises (TPE) constituent à elles seules 75% des 93.969 unités recensées en 2009,

les Petites Entreprises (PE) en représentent 19%,

les Moyennes Entreprises (ME) 5%,

et les Grandes Entreprises (GE) 1%.

Il s'agira d'améliorer le niveau de performance et de productivité des TPE et des PE par des formations professionnelles ciblées en sorte d'amener chacune d'elle à créer au moins un à deux nouveaux emplois dans une période de deux à cinq ans.

Il s'agira également de structurer le secteur informel et, ce faisant, de le rendre progressivement formel.

Pour tous ces secteurs, une politique fiscale adaptée créant des incitations appropriées constituera un de nos leviers d'action.

Sur le plan juridique, il s'agira concrètement d'adopter une législation pour une meilleure protection de la propriété privée.

5. Porter une attention particulière aux personnes vulnérables : personnes vivant avec un handicap, personnes âgées, orphelins sans aucun soutien, enfants abandonnés ou en délicatesse avec la loi

5.1. Les personnes vivant avec un handicap sont des citoyens à part entière.

Les personnes handicapées n'ont pas choisi le handicap. Elles ne sauraient donc être regardées et encore moins traitées comme des citoyens de seconde zone. Elles ont droit à la création des conditions qui favorisent leur insertion pleine et entière dans la société. Il s'agit, d'une part, des conditions matérielles telles que l'aménagement approprié des accès aux édifices publics, des places réservées dans les transports publics ou des conditions d'utilisation des toilettes publiques ; d'autre part, des conditions psychologiques notamment par leur traitement équitable dans l'accès aux emplois, tant il est vrai que le niveau de chômage déjà alarmant dans l'ensemble de la société atteint des niveaux exceptionnels dans cette catégorie de la population. Or, les personnes vivant avec un handicap n'ont pas besoin de pitié, elles demandent que l'on respecte leur dignité humaine. Pour cela elles ne doivent pas faire l'objet de discrimination, sauf

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

lorsque celle-ci vise à tenir compte positivement de leur handicap.

Le MRC travaillera avec les divers regroupements des personnes concernées pour déterminer avec eux notamment les filières professionnelles où leur insertion est la plus aisée et mettra en place des mécanismes spécifiques d'appui à leurs initiatives entrepreneuriales.

5.2. Les personnes âgées deviennent de plus en plus nombreuses au Cameroun, notamment en raison de l'augmentation de l'espérance de vie.

Ces personnes sont parmi les catégories de populations les plus pauvres, la plupart d'entre elles étant des paysans qui, comme on le sait, n'ont pas de pension retraite. Quant aux fonctionnaires et agents publics retraités, ils ont tout le mal que l'on sait à toucher leur maigre pension retraite. La situation ira s'aggravant, car le système de sécurité sociale camerounais ne dispose pas d'assez de réserves financières pour faire face à ses obligations devant l'accroissement des pensionnés. A cette situation s'ajoute la déstructuration des structures sociales et la perte des valeurs camerounaises et africaines de solidarité, en particulier le devoir sacré pour les enfants de s'occuper de leurs parents pendant leurs vieux jours.

Le MRC pense à cet égard que l'apparition du phénomène des maisons pour personnes âgées au Cameroun – si louable et peut-être inévitable soit-elle – est un échec des politiques publiques dans ce domaine, échec qui se traduit par une absence de politique sociale.

Le MRC entend œuvrer à la recherche de solutions favorisant le maintien des personnes âgées dans leur milieu de vie, au sein de leur famille, sauf si elles n'en ont plus.

5.3. Les orphelins sans soutien, les enfants abandonnés ou en délicatesse avec la loi constituent un phénomène grandissant dans notre société.

Les causes de ce phénomène sont variables et parfois complexes. Il ne s'agit pas d'encourager une telle pratique qui révèle très souvent aussi l'irresponsabilité sociale de certains parents. Mais la société camerounaise ne peut se permettre de détourner son regard de ce phénomène dont la cause principale reste la pauvreté.

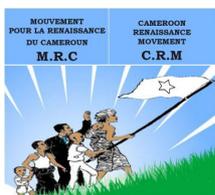
Le MRC est convaincu que le non traitement efficace de ce phénomène aujourd'hui conduira à l'aggravation des problèmes sociaux demain, avec des citoyens qui auront le sentiment d'être marginalisés ou exclus et qui chercheront un exutoire dans la violence sociale. Notre parti pense qu'il importe de travailler à trois niveaux pour résoudre ce problème : agir sur la cause principale qui est la pauvreté (notre politique d'aménagement du territoire y concourra) ; travailler sur la responsabilité parentale et plus largement familiale ; œuvrer à la formation et à

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

l'insertion sociale des enfants concernés.

V - La modernisation de la culture, le tourisme et le développement sportif

1. Développer le secteur culturel et en faire un instrument de rayonnement national et de production des richesses

La valorisation de la culture camerounaise n'est pas à la hauteur de sa richesse et de sa diversité. Nos cultures régionales sont restées à l'état de folklore et le pays n'a pas encore su forger une culture nationale. On assiste à une juxtaposition des cultures des différents terroirs à l'image de la juxtaposition des différentes ethnies du pays. Or la culture est non seulement un élément déterminant de l'identité d'une nation, elle est de nos jours une source importante de création des richesses, constituant dans certains pays un produit majeur du commerce extérieur.

La politique culturelle du MRC repose sur trois piliers :

- un pilier de la connaissance du patrimoine culturel matériel et immatériel du pays à la faveur d'un inventaire exhaustif ;
- un pilier de la formation aux arts et techniques culturels traditionnels et modernes ou contemporains à la faveur de la création des infrastructures idoines à cette fin ;
- un pilier de la promotion par l'exposition et/ou l'exportation des produits culturels réalisés aux standards internationaux.

A ces fins le MRC créera :

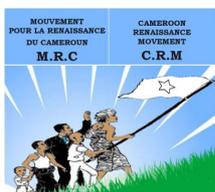
- au niveau national : une Académie (ou Ecole) nationale de Musique (ANM) pour la formation et la présentation des performances musicales des meilleurs musiciens ou orchestres ; une Académie Nationale Camerounaise des Sciences, des Arts et de la Culture (ANCSAC) qui sera un haut lieu de distinctions des Camerounais qui se seront particulièrement distingués dans l'un ou l'autre de ces domaines ; une Bibliothèque des Mondes Noirs (BMN) qui sera un lieu unique où l'on pourra trouver le maximum des fonds d'ouvrages, archives, documents, photographies, musiques et bandes de films sur les mondes noirs de tous les continents. Il s'agit de faire du Cameroun le point de référence internationale en la matière et de contribuer de la sorte à le positionner sur la carte culturelle mondiale. Dans le même ordre d'idées, sera mis en

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

place un Musée National de niveau international, vitrine authentique de la riche production artistique camerounaise traditionnelle et contemporaine.

- au niveau régional, il sera procédé à la création de Maisons régionales de la culture et d'un Musée régional (pour la valorisation des arts régionaux et des artistes de la Région, grâce à une association de l'État et des collectivités territoriales.). Ces grands travaux ne seront pas exclusifs des programmes d'équipements culturels de proximité qui seront réalisés avec le concours du secteur privé et des partenaires au développement.

Par ailleurs, seront mises en place une véritable politique de développement des industries de la culture, la promotion d'un art camerounais de la table aux standards internationaux, d'un cinéma camerounais de niveau international notamment à travers la formation des comédiens et la construction d'un studio de tournage, la création des prix littéraires et artistiques de haut niveau. L'ambition est de faire de Yaoundé la capitale africaine des arts et de la culture. A cet égard, une étude minutieuse sera faite pour déterminer le type d'évènement culturel que la capitale de notre pays pourra promouvoir durablement pour assurer son rayonnement culturel international.

L'ensemble de cette politique repose sur la valorisation de l'artiste, le créateur artistique sans qui il n'est point d'art, en prenant toutes les mesures nécessaires d'ordre législatif, réglementaire et pratique pour s'assurer qu'il vive du fruit de sa création.

2. Développer les sports et la pratique sportive pour la santé des populations, le rayonnement et la compétitivité sportive du pays et la création des richesses

Le sport est non seulement un facteur de bonne santé dont la pratique contribue à une bonne politique de santé publique, mais un haut niveau de maîtrise des principales disciplines sportives en font des activités génératrices de richesses tant pour les individus que pour une nation.

Le déficit infrastructurel du Cameroun dans ce domaine est à la fois alarmant et humiliant pour un pays dont les sportifs ont réussi depuis l'indépendance à accomplir des performances exceptionnelles sur le plan international, rivalisant avec brio avec les plus grandes nations sportives. Il est urgent de rattraper le retard de notre pays dans ce domaine, si l'on veut hisser le sport camerounais à hauteur de ses ambitions légitimes dans ce domaine.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

L'investissement dans le domaine sportif est rentable à tout point de vue : économiquement, socialement, mais aussi politiquement, car le sport est aussi un exutoire pour la jeunesse.

En somme le sport sera promu comme un facteur important pour la formation de la jeunesse, pour l'amélioration de la santé des populations ainsi que de promotion sociale.

Le MRC promouvra la construction des infrastructures sportives au niveau national, régional et communal.

- Au niveau national, il s'agira d'infrastructures de niveau mondial, en nombre limité mais couvrant les principaux domaines sportifs dans lesquels le Cameroun affiche des performances de niveau mondial ou a les capacités de réaliser de telles performances dans l'avenir. Ces infrastructures pourront permettre au pays non seulement d'accueillir des compétitions de haut niveau, mais aussi d'être un hub sportif régional.

- Au niveau régional, il s'agira de doter chaque chef-lieu de région d'un complexe sportif multidisciplinaire de haut niveau capable d'accueillir des rencontres sportives interafricaines.

- Au niveau communal, doter progressivement chaque commune du Cameroun d'une plate-forme sportive minimale comprenant un gymnase couvert et un terrain aménagé pour les sports de plein air.

VI - La modernisation de la politique étrangère et de la diplomatie, place de la diaspora

1. Politique étrangère de positionnement et diplomatie économique

1.1. Une politique étrangère de positionnement

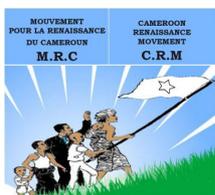
La politique étrangère du MRC repose sur un choix d'affirmation du Cameroun sur la scène régionale, continentale et mondiale, par un positionnement stratégique sur les grands dossiers internationaux et l'établissement des alliances traduisant une bonne compréhension des enjeux internationaux et des intérêts du pays à court, à moyen et à long terme. Tout en marquant son fort attachement à la solidarité régionale et continentale africaine, elle sera guidée par le pragmatisme.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

1.2. Mettre la diplomatie au service de l'économie

La diplomatie classique, qui est essentiellement de type politique cède progressivement le pas à une diplomatie orientée vers la promotion et la préservation des intérêts économiques des différents acteurs. Le Cameroun ne peut se permettre de rester plus longtemps en marge de cette tendance.

Le pilier de la politique économique du MRC étant la promotion de la croissance économique, à travers une augmentation substantielle du produit national brut et, par effet d'entraînement, de l'assiette fiscale et des recettes qui permettent à la puissance publique d'assurer efficacement ses missions régaliennes, l'action diplomatique sera mobilisée en vue d'atteindre cet objectif. Il s'agira en somme de faire de notre politique étrangère un véritable agent de développement économique du pays.

2. Faire de la diaspora camerounaise un acteur majeur du développement national

Notre pays connaît mal la diaspora nationale et celle-ci semble généralement considérée comme étant constituée essentiellement d'« opposants » antipatriotes. Il est douteux que l'on dispose officiellement les statistiques exactes sur le nombre de ses membres. Cela traduit à la fois le peu de cas dont il est fait de ces compatriotes expatriés pour des raisons diverses, y compris pour épargner leurs vies, et la méconnaissance du rôle moteur de la diaspora dans l'histoire du développement des nations, en particulier ce que la diaspora camerounaise, dont la haute qualité intellectuelle, scientifique, technique et artistique est unanimement reconnue, peut apporter à notre pays.

Le MRC entend faire de la diaspora camerounaise un des leviers du développement national. Dans cet esprit, il s'est efforcé de la connaître. En se limitant à quelques principaux pays de résidence de la diaspora camerounaise hors du continent africain, on note que :

- en France, selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), 55.639 personnes d'origine camerounaise vivaient dans ce pays en 2007 ;
- en Allemagne, selon l'Office allemand de la Statistique, les statistiques des réfugiés et le Central Registry of Foreigners sur la période 1980-2006, 14.414 personnes d'origine camerounaise résidaient dans ce pays et on les estime aujourd'hui à plus de 20.000. Elles

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

constituent la plus forte immigration en provenance d'Afrique subsaharienne. La plupart d'entre eux sont des médecins, des scientifiques, enseignants et chercheurs et des ingénieurs dans les domaines les plus variés, mais aussi des chefs d'entreprises ;

- aux Etats-Unis d'Amérique, selon le U.S. Census Bureau, la communauté camerounaise dans ce pays comptait 11.765 personnes en 2000 et une actualisation faite en 2007 par le Global Migrant Origin Database donne le chiffre de 12.835 personnes. Selon ces mêmes sources, 58,7% de ces Camerounais ont une licence ou un diplôme universitaire plus élevé ; plus de 75% d'entre eux étaient insérés dans le monde du travail, dont 36% dans le domaine de la santé et des services sociaux, 13% dans le domaine de la science, de la gestion de l'administration et de la gestion des déchets, 10% dans le commerce de détail et 7% dans le domaine de la finance, de l'assurance, de l'immobilier, de la location et du leasing ;

- au Royaume-Uni, selon Overview, quelques 20.000 Camerounais vivaient dans ce pays, la plupart étant dans des domaines qui requièrent un haut niveau d'éducation, tels que les médecins, les enseignants à tous les niveaux, les chercheurs, les ingénieurs, les banquiers, les architectes, les consultants, les infirmières, les techniciens de laboratoire, les promoteurs économiques.

L'apport d'une diaspora d'une telle importance et d'une telle qualité intellectuelle et technique, exposée aux savoirs et savoir-faire les plus avancées, ne peut être limité aux transferts des ressources financières, bien que ce transfert soit important. Le haut niveau d'instruction et de formation des Camerounais de la diaspora est une chance que le MRC entend exploiter au maximum au bénéfice d'un développement accéléré de notre pays, comme l'ont fait avant lui tous les pays aujourd'hui dits émergents, sans exception.

2.1. Créer un environnement favorable au « retour des cerveaux »

Sous le MRC, l'Etat créera les conditions idoines à cette fin, car l'expérience de pays ayant pris conscience du rôle crucial de leur diaspora pour un succès rapide de leurs politiques de développement, a montré par exemple que l'inversion de la fuite de cerveaux – si préjudiciable au Cameroun – n'est pas un phénomène spontané, mais le résultat d'une politique pensée et d'efforts organisés des gouvernements de ces pays. Ces politiques comprennent la création d'un environnement favorable (stratégie de recherche financée par le gouvernement, mise en place ou renforcement des institutions appropriées, réformes juridiques nécessaires) et la mise en capacité de ceux qui retournent au pays.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

2.2. Faire les réformes nécessaires pour impliquer les Camerounais de l'étranger dans la vie politique nationale

Il est un fait que tous les Camerounais de la diaspora ne rentreront pas s'installer au pays. Il n'est même pas souhaitable qu'ils le fassent, car leur présence à l'étranger, souvent dans les Puissances dominantes politiquement, économiquement et technologiquement est un atout majeur pour notre pays. Nombre d'entre eux ont pris une nationalité étrangère, souvent pour des raisons professionnelles, mais ils restent tous très attachés au Cameroun, ce « berceau de leurs ancêtres ». Ils veulent participer pleinement et sur tous les plans à la vie de la nation.

La législation actuelle leur permet une participation très partielle à la vie politique : ils ne peuvent voter que pour l'élection présidentielle.

Le MRC entend promouvoir une réforme politique permettant aux Camerounais de l'étranger d'une part, d'être électeurs à toutes les élections nationales (présidentielle et législatives), d'autre part, d'être représentés au Parlement en élisant leurs députés à l'Assemblée nationale et ayant des sénateurs désignés parmi les Camerounais de la diaspora.

Ceci n'est possible que si tous les Camerounais sont mis en capacité juridique de participer aux diverses consultations électorales. Or, en réalité, la plupart d'entre eux ne le peuvent pas parce que l'acquisition d'une nationalité étrangère les prive automatiquement de la nationalité camerounaise. C'est pourquoi le MRC entend donner rapidement une réponse adéquate à la question de la double nationalité.

2.3. Canaliser le potentiel exceptionnel de la diaspora camerounaise pour le mettre au service du développement national

L'utilisation de la diaspora comme partenaire non-gouvernemental pouvant agir comme un levier ou comme un levain du développement du pays est désormais éprouvée. La diaspora camerounaise peut servir comme un facilitateur et un catalyseur de la recherche et de l'innovation, un précieux véhicule pour le transfert de technologie, un moteur pour l'attraction de l'investissement extérieur et un vivier des compétences pour la gestion du développement.

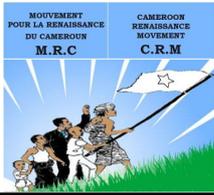
Le MRC entend promouvoir l'implication de la diaspora sous diverses formes telles que les réseaux de scientifiques et de technologues, le retour virtuel ou partiel de Camerounais de l'étranger sous formes de leur implication dans l'enseignement, la mise sur pied et l'animation des laboratoires de recherche et les structures d'innovation technologique.

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK



CAMEROON RENAISSANCE MOVEMENT (C.R.M.)

MOUVEMENT POUR LA RENAISSANCE DU CAMEROUN (M.R.C.)

2.4. Créer des structures d'encadrement et de coordination des relations avec la diaspora

L'efficacité de l'implication de la diaspora camerounaise dans la vie et la marche de la nation exige une organisation sérieuse et articulée de la diaspora elle-même et par elle-même, comme c'est le cas dans certains pays de forte immigration. Les pouvoirs publics ne peuvent apporter leur concours qu'à la demande de l'organisation ou des organisations représentant la diaspora.

De son côté, l'Etat devra traduire sa politique volontariste et d'ouverture patriotique à la diaspora dans les faits en se dotant de structures d'encadrement et des relations avec la diaspora. A cet égard, le MRC agira à deux niveaux : d'une part, au niveau diplomatique, en créant dans les ambassades du Cameroun auprès des pays abritant une forte communauté de personnes d'origine camerounaise un service chargé de la diaspora ; d'autre part, en créant une Agence nationale des Camerounais de l'étranger (ANCE) ou un Office des Camerounais de l'étranger (ou de l'extérieur si l'on préfère) (OCE).

Autorisation MINAT N°000221 du 25 Juillet 2008

SIEGE : Dispensaire d'Odza – Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun Tél. : 00 237 22 71 82 35 / 22 80 76 53 E-mail. :

Administration : mrpcm08@ymail.com Infoline : mrpprminfoline@gmail.com Site : www.mrc-party.org

Code IBAN : CM21 10005 00001 03458061001-74 AFRILAND FIRST BANK